

Protagonisme et crises politiques : histoire et sciences sociales

Retours sur la Révolution française et février-juin 1848

Avec Haim BURSTIN, Ivan ERMAKOFF, William H. SEWELL, Timothy TACKETT
Débat préparé et conduit par Quentin DELUERMOZ et Boris GOBILLE

École des hautes études en sciences sociales, Paris, 5 février 2015

*Pour prolonger la réflexion des enquêtes précédentes, Politix a demandé à quatre spécialistes des révolutions et des crises politiques, historiens, sociologues et politistes, de revenir sur la notion de protagonisme et surtout sur les questions qu'elle impose aux chercheurs (le jeu d'échelle, les logiques émotionnelles, la pluralité des temporalités). Haim Burstin, spécialiste de la Révolution française et auteur de *Protagonisme. Une anthropologie politique de la Révolution française* (2012), Ivan Ermakoff, sociologue des crises et des situations d'incertitude, auteur de *Ruling Oneself Out: A Theory of Collective Abdications* (2008), William H. Sewell, historien et sociologue du changement historique, auteur de *Logics of History. Social Theory and Social Transformation* (2005), et Timothy Tackett, spécialiste de la Révolution française, auteur de *Par la volonté du peuple : comment les députés**

de 1789 sont devenus révolutionnaires (1997) sont venus répondre à nos questions lors d'un débat organisé à l'EHESS le 5 février 2015. Leurs analyses s'appuient sur les expériences révolutionnaires françaises de 1789-1799, juillet 1830 ou février-juin 1848, soit ces événements « fondateurs » ou « classiques » qui ont depuis longtemps nourri la recherche en histoire, en sociologie ou en sciences politiques. Elles illustrent surtout, aujourd'hui, des convergences de traitement autant que la diversité des manières de penser et d'aborder les situations de révolution, crise et incertitude en sciences sociales. Une telle richesse plaide pour la continuité collective du travail de recherche, entre enquête de terrain, inventivité théorique et confrontation des perspectives.

Le protagonisme ou les crises politiques « par le bas »

Ce dossier de Politix se saisit de la question du protagonisme soulevée par Haim Burstin pour revisiter des conjonctures critiques ou révolutionnaires sous l'angle de la participation « par le bas » des individus « ordinaires » à la dynamique de crise. Cet enjeu a été abordé par chacun d'entre vous de manière différente. Pourriez-vous revenir sur la façon dont cette participation « par le bas » s'insère dans vos analyses des conjonctures de fluidité politique ?

Haim Burstin : Permettez-moi de remercier les collègues qui, en acceptant de participer à ce débat, ont bien voulu lire mon dernier livre, ce qui pour moi est un vrai privilège. Je suis heureux et un peu préoccupé en même temps parce que je quitte le champ de mes recherches personnelles pour essayer de répondre à des questions d'ordre plus général. Je demeure en effet un historien de terrain, ce qui explique la prudence que j'adopterai dans ce débat. Mon point de départ a été non pas une crise générique, mais une révolution, la Révolution française, dont le caractère exceptionnel tient au fait qu'elle agit comme un moteur extraordinaire et inédit de participation par le bas. Elle confère du même coup aux manifestations de protagonisme une visibilité extraordinaire et suggère un prototype de comportement politique. J'ai donc disposé d'un observatoire privilégié. C'est d'autant plus vrai s'agissant de Paris, où la participation acquiert des dimensions inédites, grâce aux nombreuses occasions qui permettent aux nouveaux citoyens, tant sur le plan institutionnel que dans le cadre d'une nouvelle sociabilité politique, de manifester individuellement leur adhésion au nouveau régime.

La première conséquence en est à mon sens la mise en valeur des actions et des réactions individuelles qui trouvent dans la Révolution un formidable collecteur ; les individus se trouvent plongés dans un contexte large et mouvant de transformation à l'intérieur duquel chacun peut, pour la première fois, se sentir partie prenante des événements en cours et inscrire durablement son action dans l'Histoire *in fieri*. L'agressivité même, déchaînée par les facteurs de mécontentement, de frustration ou d'exaspération populaire, est subsumée

par un mouvement de grande envergure qui l'encadre et lui donne une issue politique. Les toutes premières années de la Révolution, durant lesquelles le paradigme du comportement révolutionnaire n'est pas encore figé, ouvrent un grand espace à la spontanéité populaire et favorisent une certaine créativité des acteurs de l'événement ; j'ai essayé de saisir ces expressions, car elles offrent au chercheur la possibilité d'explorer la phénoménologie de la révolte et d'en cerner les formes : bref de mener une étude sur la chimie même des révolutions à leur début et au fil de leur processus.

Le protagonisme, deuxième point que j'aimerais souligner, ne m'intéresse pas tellement en soi, mais en tant qu'effet collatéral de ce mouvement de participation élargie, qui rebondit à son tour dans la dynamique générale de la révolution en la conditionnant. C'est un facteur qui joue à lui seul un rôle d'amplification et de valorisation de l'événement, mais aussi de mobilisation, grâce à une théâtralisation considérable du geste et de l'intervention individuels au sein de la vie politique dans son ensemble. Les temps dans cette crise tout à fait spéciale et particulièrement aiguë, deviennent du même coup imprévisiblement héroïques, en fournissant à la Révolution un dispositif inédit qui se transforme en puissant moteur d'agrégation.

Cependant, dans mon propos, le protagonisme n'est pas un phénomène univoque : il s'agit au contraire d'un mécanisme à double entrée. Cela rend cette notion plus complexe, plus dense, plus riche d'enjeux et la soustrait au simple domaine de la psychologie sociale pour l'insérer dans un cadre spécifiquement politique. Autrement dit, si l'événement révolutionnaire engendre du protagonisme et en représente en quelque sorte le bouillon de culture, le protagonisme, dans une dimension largement partagée, participe à son tour à la consolidation du système qui l'a produit, en versant dans le mécanisme révolutionnaire des éléments qui en renforcent la prise sur un vaste public et la capacité hégémonique. Il ne s'agit donc pas d'un simple penchant comportemental, mais d'une notion relationnelle axée sur le rapport entre l'action des individus et la capacité du pouvoir révolutionnaire de l'encadrer et de la subsumer. Deuxièmement, cet ensemble d'attitudes caractéristiques du protagonisme sert aussi à mieux préciser et caractériser ce que peut être effectivement un apport « d'en bas » et à donner ainsi une portée concrète à une définition en soi très vague et abstraite. En effet, l'apport d'en bas se réalise ici par un dynamisme tout à fait particulier qui permet de renforcer le consensus du nouveau régime révolutionnaire par des voies nouvelles d'adhésion. La spécificité de cette poussée interpelle et conditionne ainsi la politique « d'en haut », qui est obligée d'en tenir compte et d'élaborer une stratégie à même de prendre en charge les interventions individuelles et de les valoriser. Cela se traduit par l'effort d'élaborer toute une politique du mérite civique et révolutionnaire, visant à maîtriser les énergies activées et à les classer dans un champ de forces. Car ce mécanisme comporte aussi des inconscientes difficiles à gérer. Le protagonisme tend en effet à se reproduire par inertie,

échappe potentiellement à tout contrôle et peut devenir un facteur de radicalisation. En prolongeant l'état de tension et de crise, il est susceptible d'engendrer une révolution « interminable ». L'enjeu pour les autorités révolutionnaires est alors de faire refluer les énergies mobilisées et de désamorcer une poussée de protagonisme tout à la fois nécessaire – elle augmente l'énergie révolutionnaire – et nuisible – elle empêche la révolution de se normaliser. Il en résulte une dialectique singulière entre cette poussée spécifiquement « d'en bas » et les politiques « d'en haut », dialectique qui représente un autre volet du protagonisme et dont la politique du mérite révolutionnaire est une traduction directe, avec son *cursus honorum* spécifique qui évolue et se modifie au fur et à mesure des évolutions de la conjoncture et des rapports de force. L'un de ses aspects centraux consiste à tracer les jalons du patriotisme par une action normative : élaborer des notions-cadres (citoyen, patriote, sans-culotte, vertu) à même de contenir les poussées parfois imprévisibles du protagonisme et de normaliser l'accès à la cité.

Ivan Ermakoff : Les situations de crise sont éminemment interactives. On serait tenté de dire qu'elles le sont *par définition*. Les balises des cadres institutionnels et habituels sont devenues sujettes à caution. Elles vacillent sur leur socle ou tombent en déliquescence. Elles n'ont plus l'évidence qui faisait jusqu'alors leur efficace et qui leur permettait de réguler les attentes projetées, sans mot dire, sur les comportements d'autrui. N'étant plus balisées, les interactions se défont et se recomposent. Toute la difficulté consiste à démêler l'écheveau de ces processus complexes. Entendue en un sens méthodologique, « une approche par le bas » permet de prendre la mesure de l'écheveau. Elle part des acteurs individuels et s'attache à reconstruire leur expérience subjective dans son aspect temporel et dynamique : croyances, horizons d'attente, anticipations et modes d'action s'élaborent au travers d'interactions dont la dynamique ne se coule pas nécessairement dans le moule configuré de l'expérience antérieure. Le caractère endogène des conjonctures de crise tient à cette dimension interactive des stratégies individuelles et collectives et des croyances que ces stratégies mettent en œuvre dans la temporalité de leur élaboration.

L'approche méthodologique par le bas est donc micro, génétique, processuelle et inductive. Elle prend comme unité d'analyse l'expérience individuelle sans préjuger du contenu de cette expérience. Elle est génétique dans la mesure où elle suit les phénomènes d'émergence dans leur devenir. Elle est processuelle et inductive car elle donne à voir des processus que les modèles explicatifs en termes d'invariants causaux passent aisément sous silence. Ce dernier point mérite d'être souligné : une approche explorant « par le bas » les contextes de crise à partir des interactions, des orientations subjectives et de leur temporalité s'inscrit en porte-à-faux avec les analyses qui posent d'emblée une homogénéité des motivations et des comportements. Le « bas » selon cette acception s'oppose au point de vue synoptique d'explications qui s'adosent en général à une clef

de lecture énoncée sans référence précise aux facteurs qui pourraient en conditionner la validité (l'intérêt de classe, la culture, l'idéologie, la frustration relative, l'habitus, la rationalité stratégique).

William H. Sewell : Ce qui me frappe dans l'ouvrage de Haim Burstin, c'est l'accent qu'il met sur les actions, les émotions et les sentiments des *individus*, et d'individus qui plus est assez obscurs des classes populaires de Paris. Un tel accent suppose une documentation appropriée. Burstin mobilise ainsi des sources particulières constituées essentiellement des demandes de reconnaissance que les protagonistes adressent aux autorités politiques, et des enquêtes judiciaires concernant ces protagonistes. Il n'est pas aisé de trouver de telles sources, il faut avoir de la chance et surtout, comme Burstin, une connaissance des fonds d'archives particulièrement approfondie. Je ne suis personnellement jamais tombé sur des documents de ce type lorsque je menais mes recherches doctorales sur la Révolution de 1848 à Marseille. Tim Tackett a pu faire quelque chose de comparable pour les députés de la Constituante en utilisant leurs correspondances, abondantes et bien conservées¹. De fait, une enquête sur les opinions et émotions des individus est beaucoup moins difficile à conduire quand on travaille sur des acteurs appartenant aux classes sociales supérieures.

Pour ma part, dans les recherches que j'ai menées sur des situations révolutionnaires – la classe ouvrière marseillaise sous la Seconde République, les ouvriers français lors des révolutions de juillet 1830 et de 1848, la prise de la Bastille et l'invention du concept de révolution en 1789 –, j'ai d'abord cherché à isoler des mécanismes collectifs, sociaux ou culturels. J'ai utilisé des sources archivistiques et imprimées de nature plus classique – journaux, proclamations, écrits militants, archives de police, etc. Il est en effet possible de suivre la participation d'individus issus des classes populaires même lorsque les archives ne permettent pas d'en identifier les sentiments. C'est ainsi que la plupart des histoires « par le bas » (« *from below* ») ont été écrites sans que l'on en sache beaucoup sur les émotions des individus. C'est durant mes recherches sur les ouvriers de Marseille que j'ai pu recueillir le plus d'informations sur les acteurs des mouvements populaires. Mais à l'époque où j'ai écrit ma thèse, il y a maintenant longtemps, les questions clés résidaient dans les déterminants économiques et sociaux des mouvements populaires, et les outils les plus valorisés relevaient des méthodes quantitatives. Aussi avais-je reconstitué des listes d'acteurs des mouvements « démoc-soc » (démocrates-socialistes) marseillais, listes établies à partir des archives de police et concernant par conséquent des personnes arrêtées pour participation à l'insurrection de juin 1848, des membres de sociétés socialistes et des personnes notées par la police comme révolutionnaires

1. Tackett (T.), *Becoming a Revolutionary: The Deputies of the French National Assembly and the Making of a Revolutionary Culture (1789-1790)*, Princeton, Princeton University Press, 1996, traduction française, *Par la volonté du peuple : comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997.

acharnés ou exaltés (« exalté » était le signalement préféré de l'argot policier en 1848). Ces listes ne contenaient, en général, que des éléments d'état civil : nom, adresse, âge, profession, lieu de naissance. Mais il était possible de comparer les caractéristiques de ces militants avec celles de la population générale. Il en ressortait par exemple que les ouvriers des métiers qualifiés, qui appartenaient tous à des organisations corporatives d'un genre ou d'un autre, étaient fortement surreprésentés, et qu'à l'inverse les journaliers et les travailleurs de la grande industrie étaient largement minoritaires. Je constatais également qu'au sein des ouvriers qualifiés, les métiers recrutant parmi les natifs de Marseille fournissaient beaucoup moins de militants que ceux qui recrutaient surtout des Français nés ailleurs. Deux conclusions s'imposaient : les ouvriers les mieux payés et les plus inscrits dans des organisations corporatives formaient la masse des militants politiques ; les ouvriers français immigrés à Marseille étaient beaucoup plus militants que les autochtones, lesquels semblaient avoir été plus profondément touchés par le légitimisme populaire issu de la Restauration et resté prégnant sous la monarchie de Juillet². Si j'entre autant dans le détail d'une recherche ancienne, c'est pour montrer que ces vieilles méthodes étaient, et sont toujours, capables de fournir des conclusions historiques et sociologiques particulièrement précieuses sur la participation populaire aux protestations révolutionnaires.

Timothy Tackett : Je suis admirateur de longue date des ouvrages de Haim Burstin. Personne ne connaît mieux que lui l'histoire de Paris pendant la Révolution. Sa thèse d'État sur le faubourg Saint-Marcel et son livre sur *L'invention du sans-culotte* sont des ouvrages de base pour n'importe quel historien qui voudrait aborder la Révolution parisienne³. Dans le livre qui est le sujet de notre discussion aujourd'hui, Haim Burstin se sert de sa longue expérience des archives pour nous offrir des réflexions plus synthétiques sur le processus de la Révolution française à Paris et sur l'anthropologie des révolutionnaires. On y trouve une analyse très fine et très originale de l'évolution des attitudes et des émotions. Je regrette d'ailleurs de ne pas avoir eu accès à cet ouvrage avant de terminer mon propre livre sur *The Coming of the Terror*⁴. En fait, dans celui-ci, je m'occupe avant tout des « élites » politiques, élites issues pour la plupart de la classe moyenne. Il s'agit donc davantage d'un examen « par le haut » que d'une approche « par le bas ». Mais il n'est évidemment pas possible de comprendre les actions et la psychologie des leaders

2. Sewell (W. H.), *The Structure of the Working Class of Marseille in the Middle of the Nineteenth Century*, PhD Dissertation, University of California-Berkeley, 1971 ; « La classe ouvrière de Marseille sous la Seconde République : structure sociale et comportement politique », *Le Mouvement social*, 76, 1971 ; « Social Change and the Rise of Working-Class Politics in Nineteenth Century Marseille », *Past and Present*, 65, 1974.

3. Burstin (H.), *Une Révolution à l'œuvre : le faubourg Saint-Marcel (1789-1794)*, Seyssel, Champ Vallon, 2005 et *L'invention du sans-culotte*, Paris, Odile Jacob, 2005.

4. Tackett (T.), *The Coming of the Terror in the French Revolution*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2015.

sans s'interroger sur leurs relations avec le peuple. D'autant plus qu'en 1792 et 1793, on le sait, le peuple de Paris allait exercer des pressions considérables sur l'Assemblée législative et la Convention. Et pourtant, il ne s'agit pas toujours de contraintes et de menaces physiques. Si la majorité des dirigeants demeure éloignée des foules parisiennes et horrifiée par leurs actes de violence, certaines élites militantes – dont plusieurs députés – vont rapidement élaborer une vision qui exalte, voire idolâtre ce peuple, et qui embrasse souvent des positions populaires. C'est une position qui, à mon avis, va bien au-delà de la démagogie. Ainsi, pour le jeune député Michel Azéma, dans une lettre de 1791, « le peuple est tout ; nous sommes le peuple ; nous ne sommes rien que par lui et pour lui ; nous sommes tout pour lui⁵ ».

Vous nous invitez à réfléchir aujourd'hui sur les concepts de « protagonisme ». J'emploie sciemment le pluriel, parce que le mot porte, me semble-t-il, de multiples dimensions : il renvoie à « un réseau d'attitudes » (p. 170), comme le suggère Haim Burstin. Celui-ci fait référence à des formes parfois bien différentes de protagonisme : protagonismes « participatif », « autocélébratif », « spontané », « indirect », « rétrospectif », « dégénéré », « parisien », et « *extra-muros* ». Certes, tous ces concepts sont liés par l'idée puissante de l'*autodéterminisme* ou, si l'on veut, de la *liberté*, dans le sens le plus large du mot. Haim Burstin évoque ainsi « la sensation inédite d'être partie prenante active et déterminante, de tenir donc sa destinée entre ses mains grâce à une intervention directe et même personnelle dans la vie publique » (p. 151). On pense aux souvenirs de l'ambiance en 1789, racontés par le maître-vitrier Jacques Ménétra : « Ce mot de liberté si souvent répété, écrit-il, fit un effet comme surnaturel et échauffa toutes les têtes⁶. » Haim Burstin limite ses réflexions au cas de Paris. Mais il est évident que l'on trouve un phénomène semblable dans toutes les autres villes importantes. Dans une certaine mesure, on le rencontre aussi chez les Fédéralistes de 1793, et même chez les contre-révolutionnaires de Vendée. Tous font appel à la liberté et à la souveraineté populaire pour justifier leur révolte contre la Convention. Mais il convient, à mon sens, de bien distinguer deux aspects plutôt différents du « protagonisme » : l'aspect participatif et l'aspect autocélébratif. Haim Burstin nous donne de nombreux cas d'autocélébration chez les révolutionnaires : le citoyen Palloy, Fournier l'Américain, Léonard Bourdon, pour ne prendre que ces trois exemples. Cette observation très intéressante pourrait sans doute s'appliquer à quelques leaders politiques de l'époque. Dans leurs descriptions des chefs des différentes factions, les témoins contemporains se servent parfois du terme « amour-propre » : des individus qui, d'après eux, agissent essentiellement par égoïsme et ambition, pour se mettre en avant, et

5. Azéma (M.), « Correspondance des députés de l'Aude », *La Révolution française*, 30, 1896, p. 163 (lettre du 13 juillet 1792).

6. Ménétra (J.), « Mes réflexions sur la révolution », Bibliothèque historique de la ville de Paris, Ms. 678, 2^e partie, p. 259.

qui dans tous les débats voudraient toujours avoir raison⁷. En fait, le factionnalisme de la Révolution – surtout celui qu'on peut appeler « toxique » – s'avère être un phénomène complexe, et on pourrait longuement discuter de ses origines. On se demande, pourtant, si une variété de protagonisme compétitif n'a pas joué un rôle important dans les divisions terribles au sein des assemblées révolutionnaires, notamment entre les chefs Girondins et Montagnards de la Convention. Ce genre de protagonisme peut nous aider aussi à comprendre la surenchère entre les militants radicaux. On pense par exemple à la concurrence entre les « enragés » désireux de prendre la succession de Marat après son assassinat en juillet 1793, qui oppose surtout Jacques Roux, Jean-Théophile Leclerc et Jacques Hébert⁸.

Mais le protagonisme autocélébratif a-t-il également pénétré la masse du peuple ? « Ce qui nous intéresse ici, écrit Haim Burstin, c'est la façon dont le protagonisme rejaillit à un niveau plus largement partagé, celui des attitudes collectives » (p. 156). Il nous offre quelques exemples d'individus quasi anonymes qui veulent être reconnus pour leur participation au processus révolutionnaire : les auteurs de brochures publiées en 1789, qu'il s'agisse des « Vainqueurs de la Bastille » ou des femmes des journées d'octobre qui souhaiteraient recevoir des médailles. Néanmoins, y a-t-il vraiment « une armée de protagonistes... [qui] aspirent à une reconnaissance de leurs actions » (p. 159) ? À mon avis, il faut bien distinguer, d'une part, les motivations initiales des actes révolutionnaires (l'attaque contre la Bastille, les journées d'octobre, l'entrée aux Tuileries le 20 juin, etc.), et d'autre part, les autojustifications, voire les reconceptualisations élaborées ultérieurement. Haim Burstin prend note du nombre important d'individus qui « risquèrent réellement leur vie... d'une manière totalement désintéressée » durant ces journées. « N'oublions pas, poursuit-il, que, sans eux, il ne peut y avoir de révolutions » (p. 243-244). Personnellement, j'ai l'impression que le protagonisme autocélébratif représente un élément beaucoup moins important dans les comportements collectifs du peuple révolutionnaire que d'autres éléments d'explication, comme le patriotisme intense, la peur des contre-révolutions, le vide du pouvoir, et l'émergence d'une culture du soupçon et de la méfiance, des thèmes qu'Haim Burstin évoque en passant, mais sans s'y attarder⁹.

En fin de compte, il existe toujours un problème de sources. Comment saisir la motivation des masses à la fin du XVIII^e siècle, quand elles sont dans leur

7. Cf., par exemple, Géraud (E.), *Journal d'un étudiant pendant la Révolution (1789-1793)*, Paris, C. Lévy, 1890, p. 288-290 (lettre du 3 mai 1792) et Basire (C.), « Lettres inédites de Basire à un correspondant de Dijon », *Annales historiques de la Révolution française*, 63, 1991, p. 106 (lettre du 29 mars 1792).

8. Mathiez (A.), *La vie chère et le mouvement social sous la Terreur*, Paris, Payot, 1973, vol. 1, p. 239 et 266-269 ; Soboul (A.), *Les sans-culottes parisiens en l'an II*, La Roche-sur-Yon, H. Potier, 1958, p. 92-101 ; Burstin (H.), *Une Révolution à l'œuvre*, *op. cit.*, p. 610.

9. Cf. Tackett (T.), *Coming of the Terror*, *op. cit.*, surtout chap. 2 à 5.

grande majorité analphabètes et n'ont pas laissé de témoignages ? Pour cette portion de la population, il ne nous reste souvent que des dépositions judiciaires. Mais ce type de document s'avère évidemment très difficile à interpréter. Il est toujours compliqué de déceler l'influence du commis-secrétaire qui transcrit la déposition. Et puis, à l'époque de la Terreur, il s'agit surtout de « récits de survie » (p. 198), comme le dit Haim Burstin, dans lesquels, pour éviter la guillotine, les individus sont contraints de reconstruire leur vie de façon « politiquement correcte ». Aussi diffèrent-ils fondamentalement à mon sens des brochures « protagonistes » de 1789. En somme, je me demande si les usages multiples et les significations diverses du concept de « protagonisme » ne masquent pas parfois des distinctions très importantes.

Sensibilités et dynamiques révolutionnaires

L'une des dimensions de la notion de protagonisme consiste à mettre au cœur du questionnement le domaine des émotions, des affects, des sensibilités. Ils y apparaissent à la fois comme éléments peut-être spécifiques du temps insurrectionnel, comme moteurs de l'expansion et de la rétractation des mobilisations ou de l'énergie révolutionnaire, comme appui majeur des processus de subjectivation, notamment parmi les exclus du champ politique – « anonymes », pauvres, femmes, enfants. Elles y apparaissent également comme éléments à part entière de l'installation et de la légitimation d'institutions politiques naissantes cherchant à susciter, entretenir et consolider l'attachement au nouveau régime. Comment interprétez-vous cette place des affects dans l'analyse des dynamiques de crise ?

T. Tackett : D'après la psychologie sociale aussi bien que les neurosciences, il existe toujours un lien étroit entre la cognition et l'affect, entre la raison et l'émotion. Les émotions sont fortement influencées par des règles et des modèles de comportements culturels, qui existent au sein d'une « communauté émotionnelle », si l'on suit l'analyse de l'historienne Barbara Rosenwein. Pour le cas de la Révolution française, William Reddy et Sophie Wahnich ont tous les deux écrit récemment sur l'impact des émotions¹⁰. Cependant, l'interprétation qu'ils proposent, centrée sur le sentimentalisme et les « passions », véhiculés pour Reddy à travers certains textes (romans, pièces de théâtre, etc.), est à mon avis trop générale et très peu utile. Il est impératif d'accorder plus d'attention aux origines et aux interactions complexes de toute une gamme précise d'émotions. Sur ce point, je suis d'accord avec Haim Burstin : il convient de bien prendre en compte le rôle de l'enthousiasme, des « effets comme surnaturels » (pour citer de nouveau Ménétra) de la liberté, de l'égalité, et du « protagonisme

10. Rosenwein (B.), *Emotional Communities in the Early Middle Age*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 2006 ; Reddy (W.), *The Navigation of Feeling: A Framework for the History of Emotions*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001 ; Wahnich (S.), *Les émotions, la Révolution française, et le présent : exercices pratiques de conscience historique*, Paris, Éditions du CNRS, 2009.

participatif ». On pourrait également y ajouter l'amour, dans sa manifestation collective de la fraternité, émotion qui reste très puissante, même à l'époque de la Grande Terreur (on peut citer par exemple la vague des banquets fraternels de mai-juin 1794). Mais il faut aussi prendre en compte d'autres types d'émotion. Pour ceux qui n'ont jamais vécu une révolution, il est facile de sous-estimer à quel point une telle expérience peut être perturbante, déconcertante, voire terrifiante. Quand toutes les habitudes et les attentes quotidiennes sont en train d'être renversées, quand la contre-révolution constitue une menace réelle et redoutable, l'angoisse et la peur, la colère et le désir de vengeance, la honte et l'humiliation peuvent tous jouer un rôle important dans le comportement collectif. En effet, dans toute la correspondance de la période révolutionnaire – c'est une de mes sources principales –, on constate un mélange complexe d'émotions contradictoires, de joie et de peur, d'optimisme et de pessimisme : le député Antoine Durand parle ainsi des « contrastes frappants entre le bien et le mal, la crainte et l'espérance, la joie et la tristesse¹¹ » qui se succèdent rapidement.

On a beaucoup discuté des rapports qui existent entre ces diverses émotions. Certains psychologues sociaux prétendent voir un lien étroit entre la colère et la honte¹². Dans le contexte de la Révolution, plusieurs députés se sentent humiliés de n'avoir pas pu apercevoir à l'avance la trahison d'individus qu'ils avaient beaucoup admirés par le passé : des Lafayette, des Mirabeau, des Dumouriez, et bien sûr le roi lui-même : des sentiments de honte qui, sans nul doute, ont alimenté la colère, voire la haine des patriotes¹³. D'ailleurs, les historiens n'ont peut-être pas suffisamment mis l'accent sur l'impact de cette série de trahisons sur la psychologie des révolutionnaires. D'autres spécialistes des sciences humaines soulignent le rapport entre la peur et la haine, rapport déjà remarqué par Shakespeare au XVI^e siècle : « *In time we come to hate that which we often fear*¹⁴. » De fait, pour comprendre la psychologie des révolutionnaires, il faut prendre en compte l'importance de la peur : la peur de la vengeance, la peur de l'anarchie, la peur de l'invasion, la peur des conspirations, toutes peurs qui sont loin d'être imaginaires et qui s'avèrent, pour une part au moins, tout à fait rationnelles. Certes, il faut également prendre en compte les différentes communautés émotionnelles plus au moins distinctes à la veille de la Révolution : des communautés qui correspondent à peu près aux classes sociales. Ainsi, on

11. Durand (A.), « Journal », Archives épiscopales de Cahors, carton 5-56 (entrée du 14 juillet 1789). Cf. aussi, par exemple, Boullé (J.-P.), AD Morbihan, 1 Mi 140 (lettre du 9 mai 1789).

12. Cf. par exemple Scheff (T. J.), Retzinger (S.), *Emotion and Violence: Shame and Rage in Destructive Conflicts*, Lexington, Lexington Books, 1991; Scheff (T.), « Hatred as Shame and Rage », in Scheff (T. J.), ed., *Goffman Unbound! A New Paradigm for Social Science*, Boulder, Paradigm, 2006, chap. 8.

13. Cf., par exemple, le cas de Marc-Alexis Vadier après la fuite de Louis XVI en juin 1792, in Tackett (T.), *Le roi s'enfuit*, Paris, La Découverte, 2004, p. 168.

14. *Antoine et Cléopâtre*, acte I, scène 3. Cf. aussi Sternberg (R.), Sternberg (K.), *The Nature of Hate*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, notamment chap. 3 et 4.

le sait, les masses populaires parisiennes font partie d'un registre émotionnel bien particulier. Plusieurs études consacrées à la ville de Paris sous l'Ancien Régime ont documenté l'émotivité du « peuple » et sa propension à la violence, à l'image des nombreuses bagarres et vendettas qui éclatent presque tous les soirs dans les quartiers de Paris entre divers groupes ou individus. Dans certains cas, les conflits prennent la forme de véritables duels préparés d'avance, engagés dans les ruelles ou le long des quais, souvent assistés par des seconds. En ce sens – et là je me base sur les recherches de Pierre Serna –, la culture masculine de l'honneur et de la vengeance que l'on observe chez les artisans parisiens ressemble à celle de la noblesse. Par contre, les duels semblent beaucoup moins fréquents chez les élites de la classe moyenne¹⁵.

Une seconde caractéristique des classes populaires, qui mérite d'être soulignée, est leur propension marquée pour les rumeurs. Étant donné leur alphabétisme limité, la plupart des Parisiens vivent d'abord et avant tout dans une culture orale. Au cours du XVIII^e siècle, des rumeurs de toutes sortes résonnent sans cesse à travers la ville. Nous savons grâce aux recherches menées en psychologie sociale que lorsque les rumeurs sont ainsi colportées et répétées, elles sont généralement modulées et simplifiées afin d'en faire des histoires plus faciles à raconter. Les nuances sont habituellement laissées de côté, ce qui amplifie les oppositions, et reflète, justifie les ressentiments déjà existants envers des antagonistes de longue date. « On croit aisément, comme le dit Marc Bloch, ce qu'on a besoin de croire¹⁶. » Ces recherches nous montrent également que des émotions peuvent être propagées avec le contenu des rumeurs, et particulièrement les émotions liées à la peur et à la colère. Nous savons de plus que lorsque l'anxiété et le besoin d'action deviennent suffisamment intenses, certaines rumeurs peuvent facilement se répandre d'une classe à l'autre, d'une communauté émotionnelle à l'autre, et être acceptées par les élites normalement plus sceptiques à l'égard du bouche-à-oreille. Dominique Garat a bien saisi la nature contagieuse des rumeurs : « Quand j'ai vécu parmi tant de gens qui pensaient et se conduisaient par leurs soupçons, écrit-il, il est impossible que je n'aie pas eu aussi quelquefois des soupçons moi-même¹⁷. » En fait, d'après la correspondance de l'époque, on sait que des rumeurs terrifiantes de toute sorte continuent à se répandre à Paris bien après la Grande Peur et les journées d'octobre de 1789 : des histoires d'accaparement de blé, de stockage secret d'armes, de conjurations

15. Serna (P.), « L'encre et le Sang », in Brioiest (P.), Drevillon (H.), Serna (P.), dir., *Croiser le fer : violence et culture de l'épée dans la France moderne (XVI^e-XVIII^e siècle)*, Seyssel, Champ Vallon, 2002.

16. Bloch (M.), *Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de guerre*, Paris, Allia, 1999. Cf. aussi Shibutani (T.), *Improvised News: A Sociological Study of Rumor*, New York, Bobbs-Merrill, 1966 ; DiFonzo (N.), Bordia (P.), *Rumor Psychology: Social and Organizational Approaches*, Washington, American Psychological Association, 2007 et Rosnow (R.), Fine (G.), *Rumor and Gossip: The Social Psychology of Hearsay*, New York, Elsevier, 1976.

17. Garat (D.), *Mémoires sur la Révolution ou exposé de ma conduite dans les affaires et dans les fonctions publiques*, Paris, Smits, 1795, p. 125.

d'aristocrates, mais aussi de complots pour faire évader des détenus. Dans certains moments de grande angoisse, toute la population peut être saisie par la peur. Début septembre 1792, des Parisiens de tous les milieux sont convaincus que des crimes se préparent dans les prisons. À lire les journaux et les lettres de l'époque, la forte majorité des élites soutient le massacre des prisonniers. Ainsi, pour le bourgeois Guittard de Floriban, « il faut tuer le diable, avant qu'il vous tue¹⁸ ». Depuis quelques années, on a bien étudié l'obsession des complots avant et pendant la Révolution. On compte à ce sujet un nombre considérable d'articles et pas moins de deux livres¹⁹. Beaucoup de travaux font état d'une sensibilité aux théories du complot au sein des classes populaires bien avant 1789. Il existe en effet, chez celles-ci, une tendance à attribuer toutes sortes de malheurs aux actions et à la volonté de quelques individus. Par contre, à la veille de la Révolution, il existe peu de traces de préoccupations semblables chez les futures élites révolutionnaires, ni dans leurs correspondances, ni dans leurs brochures, ni dans leurs discours.

La propagation de la suspicion chez les élites *après* le début de la Révolution provient en partie d'une supposition rationnelle : les groupes auparavant très puissants au sein du gouvernement et de la société, et qui ont le plus à perdre sous le nouveau régime, vont inévitablement tenter de le renverser²⁰. L'obsession des conspirations est aussi favorisée par le long interrègne qui suit l'été 1789. Alors que le gouvernement devient de plus en plus décentralisé, un contraste marqué avec l'Ancien Régime, il est difficile de savoir qui le contrôle, qui tire véritablement les ficelles du pouvoir. D'ailleurs, ces peurs sont certainement renforcées, à gauche, par les rumeurs de complots qui courent dans les rues de Paris au sein du menu peuple. Les journalistes patriotes radicaux et les clubistes militants qui s'identifient de plus en plus avec ce « peuple » qu'ils idéalisent, commencent à intérioriser les craintes et l'imaginaire des classes populaires. La référence aux conspirations devient de plus en plus fréquente dans la rhétorique de l'Assemblée législative, avant même le début de la guerre en avril 1792, phénomène que j'ai documenté dans une étude quantitative du langage des députés dans leurs discours à l'Assemblée et dans leur correspondance²¹. Ce langage est bientôt dominé par l'idée d'un « grand complot », selon laquelle toutes les menaces sont directement reliées à un seul et même plan provenant

18. Guittard de Floriban (C.), *Journal de Nicolas-Célestin Guittard de Floriban, bourgeois de Paris sous la Révolution, 1791-1796*, Paris, Éditions France Empire, 1974, p. 175. Cf. aussi Tackett (T.), *Coming of the Revolution*, *op. cit.*, chap. 8.

19. Cf. Campbell (P.), Kaiser (T.), Linton (M.), *Conspiracy in the French Revolution*, Manchester, Manchester University Press, 2007 et Tackett (T.), « Conspiracy Obsession in a Time of Revolution. French Elites and the Origins of the Terror: 1789-1792 » *American Historical Review*, 105, 2000.

20. Pour ce paragraphe et celui qui suit cf. Tackett (T.), *ibid.* et *Coming of the Terror*, *op. cit.*, chap. 5 et 6.

21. Tackett (T.), « Conspiracy Obsession in a Time of Revolution... », art. cit. et Tackett (T.), Déplanche (N.), « L'idée du "complot" dans l'œuvre de Georges Lefebvre : une remise en cause à partir d'une nouvelle source », *La Révolution française* [en ligne], Georges Lefebvre, mis en ligne le 5 juillet 2010 : <http://lrf.revues.org/171>.

d'une source unique, soit d'un gouvernement étranger, soit d'un comité secret à l'intérieur de la France, soit d'un groupe de députés à l'Assemblée elle-même. Ainsi, pour Claude Basire, en novembre 1791 : « Nous sommes environnés de conspirateurs. Partout des trames se préparent et sans cesse on nous dénonce des faits particuliers qui se lient à la grande conspiration sur l'existence de laquelle aucun de nous ne peut avoir de doutes²². » D'ailleurs, la peur des complots va toucher non seulement les Jacobins comme Basire, mais aussi les modérés et les contre-révolutionnaires. Et pourtant la peur ne s'accroît pas de façon linéaire. Souvent, il s'agit de vagues de panique, durant lesquelles le soupçon et la méfiance se répandent rapidement entre les élites et les masses, vers le haut et vers le bas. Outre la Grande Peur de 1789, on constate de véritables paniques à l'Assemblée et à Paris en mai 1792, en septembre 1792, en mars 1793, et sans doute en juin 1794. Et en fait, chacune de ces vagues va amener une nouvelle phase de radicalisation²³.

Néanmoins, il ne faut pas exagérer le rôle des émotions dans les crises politiques. À ce propos, on peut prendre note du nouveau livre de Micah Alpaugh, *Non-Violence and the French Revolution*²⁴. Sur la base d'une étude d'envergure de toutes les actions collectives survenues à Paris pendant la Révolution, Alpaugh conclut que les mouvements qui tournent à la violence sont plutôt rares. Il constate au contraire des centaines de manifestations de toutes sortes, certaines spontanées, d'autres organisées par des clubs ou des sections, qui sont bien calculées pour la plupart et menées de façon rationnelle dans le but d'influencer l'opinion des leaders.

W. H. Sewell : Je considère la dimension émotive ou affective du militantisme comme cruciale. C'est au demeurant l'aspect le plus original et le plus impressionnant du travail de Haim Burstin. J'ai particulièrement apprécié son chapitre sur « l'homme nouveau ». J'adhère à son idée que ce ne sont pas la littérature et la pensée utopiques qui sont responsables de la fabrique révolutionnaire de l'homme nouveau, mais plutôt les propriétés mêmes de la vie politique, sociale et émotive de la période révolutionnaire. Après l'été 1789, tout un chacun est un homme nouveau, qu'il le veuille ou non. Pratiquement toutes les institutions structurantes de la société ont disparu ou ont été mises en question. Il n'y a plus de scénarios sûrs pour l'action sociale ou politique. Au cours de la révolution, presque tous les réseaux sociaux et institutionnels traditionnels ont été détruits ou altérés. Les corporations et les confréries n'existent plus. Le rang social ne paraît plus aussi déterminant. Les communautés informelles des rues et des quartiers sont désormais tout à fait politisées, et de ce fait même

22. Basire (C.), *Archives parlementaires, première série*, vol. 35, p. 361 (le 25 novembre 1791).

23. Tackett (T.), *Coming of the Terror*, *op. cit.*, « conclusion » et *passim*.

24. Alpaugh (M.), *Non-violence and the French Revolution: Political Demonstrations in Paris, 1787-1795*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015.

potentiellement dangereuses. Tout homme est égal à tout autre, au moins en principe. Cette nouvelle configuration paraît positive pour les gens ordinaires. Mais comme le montre Haim Burstin, ses conséquences pratiques sont plus équivoques. L'incertitude et l'insécurité affectent tout le monde. Le sentiment d'un danger personnel et moral permanent se diffuse. Burstin y insiste : la peur est omniprésente. Elle pousse à des actions extrêmes, lesquelles alimentent en retour la peur. Son livre analyse et raconte très bien cette dynamique révolutionnaire des émotions. Je crois qu'une dynamique semblable renaît à chaque crise révolutionnaire, mais qu'elle est particulièrement puissante pendant la Révolution française. En 1789, il n'existe aucun modèle révolutionnaire pré-existant auquel se rapporter. Tout est à inventer, tout est en question. Les révolutions ultérieures, elles, peuvent se référer au modèle de la Révolution française. On n'ignore plus ce qu'est une insurrection, l'égalité civique ou une assemblée constituante. Marx disait que la Grande Révolution était une tragédie et la Révolution de 1848 une farce. Que l'on accepte ou non cette métaphore, le fait est qu'existe déjà, en 1848, le scénario de ce que peut être une Révolution. Dans les clubs, dans les journaux, on compare sans cesse 1848 et 1789, 1789 et 1793, Girondins et Jacobins, Danton et Robespierre, etc. Les temps sont incertains, quelquefois tragiques, mais on dispose, au moins, de représentations assez nettes des possibilités révolutionnaires. Tout n'est pas à réinventer. Bien que Burstin ait traité les dimensions émotives de la Révolution avec beaucoup d'intelligence et de finesse, je me demande s'il n'a pas négligé une dimension importante des émotions propres aux situations révolutionnaires. L'accent mis sur les individus me semble laisser dans l'ombre la question des solidarités. Or les émotions attachées à l'expérience de la solidarité sont toujours très puissantes dans les situations de crise ou de révolution. Burstin met en lumière des individus qui cherchent à se distinguer des autres par leur patriotisme ou leur bravoure extraordinaire. Mais dans les révolutions, les émotions politiques sont d'autant plus intenses qu'elles s'adossent à l'expérience partagée de la solidarité et de l'unanimité, au moins apparentes, des masses en action. Il n'y a pas de protagonisme sans la joie et l'exaltation produites par le sentiment d'être partie prenante d'une solidarité de masse. Dans les moments d'insécurité et de danger, les solidarités politiques, de voisinage, ou encore de métier, sont activement recherchées. On se tourne vers des réseaux sociaux déjà constitués, ou bien l'on en ébauche de nouveaux. Les soldats se battent en général moins pour leurs pays ou pour leurs idéaux que pour leurs camarades en armes.

En tout état de cause, il me semble fondamental, pour saisir les émotions que les protagonistes éprouvent dans les situations de crise politique ou de révolution et qui parfois les poussent à agir, de les réinscrire dans les phénomènes de solidarité où elles prennent sens. Cette prise en compte permet de nouer ensemble les dimensions affectuelles et rationnelles de l'action dans les conjonctures de forte conflictualité. On le voit en particulier concernant la prise de risque qui accompagne le protagonisme : se montrer aussi courageux que ses

confrères apparaît comme le prix à payer pour ne pas perdre leur considération ou leur amitié et pour ne pas se retrouver isolé ; mais cet engagement de solidarité peut également relever, dans le même temps, d'une forme d'anticipation rationnelle puisque le risque personnel de l'action diminue à proportion qu'il est partagé collectivement. Je crois par conséquent qu'il est très important de ne pas négliger le caractère solidaire des émotions et des actions propres au protagonisme dans les conjonctures révolutionnaires.

I. Ermakoff : Si la visibilité des états affectifs dans les situations collectives de disruption est grande comme l'ont fait remarquer nombre d'observateurs et d'analystes, elle peut toutefois masquer le rôle exact que ces états jouent dans la dynamique de ces situations tout comme elle peut oblitérer l'étiologie de leurs contenus. L'émotion est-elle un moteur de l'action ? Contribue-t-elle à sa paralysie ? Est-elle un phénomène dérivé de l'action collective ? Quel est son contenu (indignation, peur, joie, soulagement...) ? À titre d'exemple, songeons à l'épisode de la nuit du 4 août 1789 – cette « abolition des privilèges » accomplie en quelques heures par les représentants du clergé, de la noblesse et du tiers état au sein de l'Assemblée nationale réunie à Versailles. Durkheim fait de l'événement un cas paradigmatique du dépassement de l'intérêt individuel que rend possible la participation à une œuvre collective²⁵. Que se passe-t-il la nuit du 4 août ? Les représentants des trois ordres se réunissent afin de discuter d'un projet de décret visant à restaurer l'ordre et la loi dans les régions marquées par des violences paysannes antiseigneuriales. Cependant, les débats, aussitôt engagés, ne portent pas sur l'opportunité d'une politique de répression, mais sur celle d'une politique d'abandon des droits féodaux et seigneuriaux. Peu à peu, les propositions de renoncement fusent. Dans une effervescence qui va croissant, les délégués de la noblesse puis ceux du clergé stipulent publiquement qu'ils renoncent aux privilèges de toutes sortes dont se parait la société d'ancien régime, et qu'ils entérinent dans l'enthousiasme les propositions établissant de fait le principe de l'égalité sociale. Le renoncement est complet, soudain, sans retour. Ces mêmes délégués qui n'avaient eu de cesse de défendre corps et âme les signes de leur distinction au cours des semaines précédentes, abdiquent désormais leur raison d'être et, plus étonnant encore, prennent l'initiative de cet abandon dans un élan d'enthousiasme. D'où la tentation d'expliquer cette décision collective inattendue, proprement extraordinaire, par l'effervescence : les parlementaires se seraient laissés emporter par l'enthousiasme. Certains observateurs parlent de délire collectif. L'effervescence aurait précédé et expliqué l'abandon. Qui plus est, l'enthousiasme aurait été soudain et général. Telle est du moins la représentation qu'en suggèrent certains témoignages écrits à chaud, eux-mêmes empreints d'une émotion considérable. La thèse d'un enthousiasme explicatif ne vaut que si on envisage le groupe formé par l'Assemblée comme une masse

25. Durkheim (É.), *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, Presses universitaires de France, 1995, p. 211.

indistincte et si on ignore la temporalité de l'événement. L'effervescence ne précède pas l'abandon. Elle lui est contemporaine. De surcroît, l'effervescence et l'abandon impliquent des groupes différents au cours de la séance. Enfin – et ce point est crucial –, l'effervescence ne va pas de soi. Les premières prises de position suscitent la surprise ou l'antagonisme. La surprise vient du fait que deux représentants de la noblesse (le vicomte de Noailles et le duc d'Aiguillon) proposent d'instituer l'égalité fiscale, de rendre les droits féodaux et seigneuriaux rachetables et d'abolir les servitudes personnelles. L'antagonisme est le contrecoup de la description des usages seigneuriaux que font deux délégués du tiers état (Le Guen et Lapoule) – description que les représentants de la noblesse estiment outrancière et outrageuse²⁶. En d'autres termes, les députés des états privilégiés ne sont pas au départ favorablement disposés à la communion fraternelle. Le contraire eût été étonnant étant donné la violence des antagonismes qui se sont révélés les semaines précédentes. L'effervescence a été différenciée et graduelle. Elle se fait jour parmi les représentants du tiers état à la suite des prises de position de Noailles et d'Aiguillon. Elle prend son essor après l'intervention du duc de Châtelet, intervention qui se distingue à deux titres : elle est la première déclaration de renonciation *personnelle* et son auteur (Châtelet) est communément perçu comme affilié au parti de la réaction. Enfin, l'effervescence devient le mode dominant des interactions lorsque d'autres nobles s'alignent sur la position de Châtelet. On assiste dès lors à ce qui a toutes les apparences d'une course à la renonciation.

Afin de reconstruire la genèse de l'effusion collective, nous ne pouvons supposer d'emblée que les affects sont spontanés. Ils peuvent l'être sous certaines conditions lorsque, pour les membres d'un collectif, l'interprétation de l'événement relève d'une évidence partagée. De même serait-il erroné de supposer que la dimension affective est universelle au sein de chaque groupe considéré. Postulat pour postulat, celui d'une hétérogénéité variable des propensions individuelles (au risque, à l'effusion, à l'alignement) s'avère plus réaliste et féconde. Nous prenons la mesure du rôle joué par les affects à la lumière d'une analyse processuelle et dynamique de leurs aléas²⁷. Afin de restituer la charge émotionnelle de l'événement, les sources les plus informatives sont les témoignages à chaud ou rédigés peu après lorsque l'empreinte émotionnelle reste particulièrement vivace. Si ces documents vont restituer l'affect à l'état brut, ils auront également tendance à obscurcir des éléments clefs de sa compréhension en lui donnant une tonalité unique et – comme je l'ai suggéré en référence aux comptes rendus immédiats des protagonistes et témoins – ramassée du point de vue de la temporalité.

26. Kessel (P.), *La nuit du 4 Août*, Paris, Arthaud, 1969, p. 142-144 ; Ferrières (Charles Élie, marquis de), *Mémoires*, vol. I, Paris, Baudouin, 1821, p. 187.

27. Ermakoff (I.), « The Structure of Contingency », *American Journal of Sociology*, 121 (1), 2015, p. 34-36.

Quid du rapport entre dimension affective et rationalité dans ce cadre d'analyse ? L'affect brouille la prise en compte des risques. Inversement, l'attention portée aux conséquences d'un choix met à distance l'émotion immédiate. Toutefois, envisagés en tant que moments d'un processus, ces deux modes ne s'excluent pas. Par exemple, les aspects stratégiques du dilemme auquel les membres de l'aristocratie doivent faire face avant et pendant la séance de nuit du 4 août sont à prendre en compte afin d'explicitier le contenu émotionnel de l'événement. Les délégués de la noblesse sont confrontés à une conjoncture marquée depuis plusieurs jours par la nouvelle d'émeutes paysannes antiseigneuriales. Le renoncement aux privilèges tel qu'il est proposé au soir du 4 août fait l'objet d'une convergence de vues de la part de représentants que leurs pairs situent aux antipodes des sensibilités politiques : libérale en ce qui concerne Noailles et d'Aiguillon, réactionnaire dans le cas de Châtelet. La politique suggérée a donc la physionomie d'une option de consensus que le groupe dans son ensemble semble prêt à entériner : nul ne s'oppose publiquement à l'option prise. Dans ces conditions, les représentants de la noblesse deviennent à la fois parties prenantes et témoins de la résolution du problème politique auquel ils font face depuis l'annonce de troubles dans les campagnes : sauvegarder ce qui peut l'être sans perdre la face. La joie traduit le soulagement dans un contexte qui semble unanime. La division n'aurait pu créer un tel sentiment. L'effusion est d'autant plus grande qu'elle fait l'objet d'une émulation positive, chaque participant étant acclamé pour sa résolution ou pour son sens du sacrifice.

H. Burstin : Dans le cas que j'ai étudié, j'estime que l'aspect émotionnel joue un rôle particulièrement significatif de deux points de vue au moins : d'un côté, le vécu des émotions, avec ses répercussions concrètes et immédiates ; de l'autre côté, la gestion de ces émotions sur le plan collectif et notamment de la part du pouvoir révolutionnaire. Il est donc évident qu'il n'y a pas de contradiction entre les dimensions rationnelle et émotionnelle : elles s'entrecroisent en temps de révolution et semblent complémentaires.

Tout en n'étant pas spécifiques des périodes de crise et de tension, les facteurs émotionnels ont ici la possibilité concrète de s'épanouir et de se traduire en énergie et en action politique. Phénomène qui apparaît d'abord dans les formes de basculement à chaud, c'est-à-dire les choix d'adhésion qui s'opèrent sous l'impact d'une conjoncture de tension particulière, une insurrection par exemple. Les insurrections sont souvent des accélérateurs d'options révolutionnaires à chaud (mais aussi antirévolutionnaires). Une fois de plus, on ne saurait analyser ces réactions sous le seul angle de la psychologie sociale, puisqu'elles ont des retombées déterminantes sur le plan politique. Une forte réaction émotive – c'est le cas d'une insurrection –, véhiculée en l'occurrence par une sorte d'entraînement collectif, peut en effet provoquer un positionnement qui range définitivement les individus dans un camp ou dans l'autre. L'expérience des potentialités concrètes de l'action – à savoir la possibilité de susciter une

réaction de poids, directe et immédiate, ou de conférer un rôle distinctif au sein de la foule – peut contribuer à créer ce genre d’atmosphère favorable aux basculements à chaud. Dans de tels cas, la dimension émotionnelle véhicule non seulement des formes de prise de conscience, mais permet aussi souvent l’émergence concrète d’individus se découvrant sur le vif une personnalité et un talent de révolutionnaires. La disposition différentielle des individus à réagir à des situations de tension émotive particulièrement aiguë détermine l’émergence de vocations spécifiquement révolutionnaires, tout comme elle influe sur la division du travail révolutionnaire en produisant des « meneurs ». Il convient également de mesurer le poids de l’entraînement collectif face à des situations caractérisées par une peur généralisée ou par des conditions particulières de panique. La peur est une constante des situations de crise et des révolutions. Elle engendre toute une gamme de réactions émotionnelles. L’excitation générale crée, par exemple, des émotions qui prédisposent les individus à une poussée agressive véhiculée par leur environnement. Il est néanmoins important, sur ce terrain, de ne pas s’en tenir à une définition immanente et indifférenciée de la peur ; elle se décline en effet de différentes façons qu’il y a lieu de distinguer. La peur peut se traduire par l’agressivité, le repli, ou par des manifestations extrêmes d’héroïsme qui témoignent souvent d’une perte relative de lucidité ; en pareille situation, la mesure rationnelle des enjeux peut s’affaïsser et conduire au sacrifice personnel ou au suicide. L’inventaire raisonné de ces formes de réaction à la peur reste à faire. La peur suscitée par le serment du Jeu de Paume, lequel produit une vague importante d’emportement collectif, n’est vraisemblablement pas de même nature que celle d’une invasion militaire, d’un complot plus au moins fantasmé, ou d’une disette. Il y a donc là tout un terrain d’enquête à ouvrir pour mieux cerner le grand circuit de la peur et ses gradations, et pour mesurer son impact sur les comportements individuels et collectifs.

En tout état de cause, si l’émotivité sous la Révolution a une histoire, il en va de même de la *gestion* de l’émotivité, sujet très délicat puisqu’intimement lié à la constitution d’un esprit public propice au maintien du pouvoir révolutionnaire. Les émotions sont un enjeu crucial, un terrain formidable pour rallier l’opinion publique au nouveau régime, mais elles sont en même temps un facteur potentiel et redoutable de déstabilisation. D’où le rôle déterminant joué par ce que j’appellerai une « politique des émotions », menée parfois avec beaucoup de talent, notamment par le gouvernement montagnard. Cette politique passe, bien entendu, par la fête, par la célébration, par l’emploi de symboles et par tout autre rituel contribuant à sublimer la violence et l’agressivité dans un cadre de ralliement collectif. Les émotions doivent en effet être confinées à un secteur bien balisé de l’espace public, elles doivent être pilotées pour éviter tout débordement. On dispose en la matière de nombreuses études fort approfondies, mais c’est une question qui devrait être davantage reliée à la dynamique des crises elle-même. On est là sur le terrain de l’exploitation « d’en haut » de

l'élément émotionnel. Pour en revenir au vécu des émotions et à ses sources, il me semble, d'après mes travaux, que les récits de soi rédigés à chaud par des protagonistes improvisés sont d'un grand intérêt. S'y lisent en effet aussi bien la revendication d'un rôle public de poids dans l'événement que les tentatives visant à parer au soupçon et aux menaces provoqués par une conduite hasardeuse. C'est un petit corpus, mais il mérite beaucoup d'attention car il laisse apparaître les émotions personnelles. Il exige dans le même temps un emploi prudent : il n'est ainsi pas rare que les récits de soi ou bien surestiment les rôles individuels dans le but d'obtenir un avantage matériel ou narcissique, ou bien au contraire les sous-estiment pour éviter des poursuites. Dans ce dernier cas, l'argument émotionnel peut servir à masquer un comportement politique devenu suspect : telle action jugée condamnable est mise au compte de l'emportement émotionnel, conçu comme perte de contrôle de soi-même. Dans le cas des autobiographies successives, rédigées avec beaucoup de recul par rapport à l'événement révolutionnaire, d'autres éléments d'émotivité se superposent qui peuvent en affecter la valeur. Qu'il s'agisse de la revendication d'un rôle de protagoniste ou au contraire d'une forme de haine de soi rétrospective par rapport à une conduite qu'on voudrait faire oublier, ou encore du maquillage ou du camouflage des actions menées durant l'événement de manière à mieux surnager une fois la révolution terminée, nous sommes en présence de ce qu'on pourrait considérer comme des boîtes gigognes de l'émotivité, qui demandent plus de prudence encore, mais qui n'enlèvent pas pour autant l'intérêt qu'il y a à faire parler ce type de source.

Comment articuler les temporalités dans l'étude des conjonctures critiques ?

La prise en compte de l'historicité et des temporalités fines des événements et des conduites est l'un des enjeux centraux de l'analyse des crises politiques. De ce point de vue, approcher les dynamiques de crise « par le bas » complexifie le questionnaire. En effet s'y agrègent, s'y articulent ou s'y télescopent : 1) l'historicité et les temporalités vécues (rapports entre passé, présent et futurs) ; 2) les temporalités propres à la dynamique critique globale – réversibilité des équilibres politiques, accélération des événements, seuils critiques, déflation provisoire des tensions, déssectorisation des mobilisations sociales, cristallisation de scripts comportementaux ; 3) les tendances ou les routines de plus longue durée (dynamiques économiques, mutations du tissu social ou des modes d'appréhension du monde, déplacement des rapports de pouvoir, rôle des habitus ou des dispositions) ; 4) les cycles protestataires et le rejou de répertoires d'action et de discours hérités de crises ou révolutions antérieures. Comment, selon vous, articuler ces temporalités plurielles dans l'analyse des situations de crise ?

W. H. Sewell : Lorsque l'on examine la Révolution française sous l'angle des temporalités critiques ou révolutionnaires, une chose frappe immédiatement :

l'extraordinaire vitesse des événements et des changements. Pour ne prendre que cette séquence : le 17 juin 1789, les députés du tiers état se proclament Assemblée nationale ; le 20 juin, ils font le serment de ne jamais se séparer jusqu'à ce que soit solidement établie la Constitution du royaume (serment du Jeu de paume) ; le 14 juillet, c'est la prise de la Bastille ; fin juillet débute la Grande Peur ; la nuit du 4 août, les privilèges sont abolis, et le 26 août la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen est adoptée. Tout cela en dix semaines ! En deux mois et demi a été accompli ce qu'on peut considérer comme un travail de plusieurs siècles. La temporalité de l'Histoire ne fait pas que s'accélérer pendant la Révolution française, elle est également surchargée de signification morale. On vit à chaque instant avec le sentiment que la balance entre la victoire et la défaite, entre un avenir glorieux et l'abîme, est indécise. Entre 1789 et Thermidor, les actes ont, au moins potentiellement, un sens quasiment eschatologique.

Cependant, la dynamique révolutionnaire est aussi le produit de temporalités plus lentes, dont l'importance n'est pas moindre. Ainsi de la temporalité fiscale. Pendant toutes les « années héroïques » de la Révolution, la dette pèse fortement sur les gouvernements successifs. Ici, le passé – le passé des dettes de l'Ancien Régime monarchique – influence continuellement le cours de la Révolution, comme l'a récemment montré Rebecca Spang²⁸. Ainsi, également, des temporalités institutionnelles. Pratiquement toutes les institutions françaises sont transformées dès le commencement de la Révolution. Déclarer la fin de la féodalité, supprimer les offices vénaux, nationaliser les biens du clergé, sont des décisions qui sont rapidement prises, mais ces institutions très complexes ont leurs rythmes particuliers. Il a fallu en réalité beaucoup de temps pour les abolir réellement et les remplacer par des institutions nouvelles ou considérablement remaniées. Le décalage entre la volonté de transformer les institutions et la réalité de ces transformations pose des problèmes permanents et épineux aux révolutionnaires de tous bords. Je viens de lire l'excellent manuscrit d'un livre encore inédit de l'historien américain Rafe Blaufarb sur la transformation des lois de propriété pendant la Révolution, transformation qui s'avéra très complexe et ne s'acheva en fait que dans les années 1830²⁹. Et puis, il y a bien sûr les temporalités quotidiennes. Souvenons-nous qu'il fallait trois jours de route pour voyager de Paris à Lyon en voiture et beaucoup plus longtemps encore aux volontaires marseillais pour marcher jusqu'à Paris.

Toutes ces temporalités, et bien d'autres encore, s'enchevêtrent dans l'histoire de la Révolution. Comment débrouiller cette complexité, comment l'écrire et

28. Spang (R.), *Stuff and Money in the Time of the French Revolution*, Cambridge, Harvard University Press, 2015.

29. Blaufarb (R.), *The Great Demarcation: The French Revolution and the Invention of Modern Property*, à paraître, Oxford University Press.

l'analyser ? Il n'y a sans doute pas de règle générale, sinon qu'il faut au moins reconnaître cette complexité, et non pas la nier. Haim Burstin a surtout souligné l'accélération du temps qui pousse des individus ordinaires vers le protagonisme. J'ai fait essentiellement le même choix dans mon essai sur la prise de la Bastille et l'invention du concept de révolution. En revanche, Rafe Blaufarb s'attache à mettre l'accent sur la longue durée dans son étude sur la transformation révolutionnaire de la propriété, qui commence avec les théories juridiques du XVI^e siècle et finit vers le milieu du XIX^e. À présent, je travaille sur une temporalité relativement lente. J'essaie de montrer comment la croissance graduelle mais insistante des relations commerciales au cours du XVIII^e siècle prépare des gens de toutes classes à accepter la redéfinition subite et définitive de l'État et de la société en termes d'égalité civique au cours de l'année 1789³⁰.

H. Burstin : Nombre d'attitudes que j'ai pu analyser s'agissant de la Révolution française, entre autres le protagonisme, se fondent sur une perception spécifique du temps : un « temps perçu », caractérisé par une densité nouvelle bien supérieure à celle des temps ordinaires. L'implicite instauration d'un an zéro, conçu moins en termes utopiques (comme on l'a prétendu), que comme inauguration concrète et pragmatique d'un temps des possibles et des virtualités, projette les acteurs en avant vers un futur riche en potentialités. Il n'en reste pas moins que le protagonisme sous la Révolution, comme d'autres attitudes similaires qui surgissent spontanément « d'en bas », rencontre une présence symétrique « d'en haut » avec laquelle il entre en relation. En effet, à lui seul, le protagonisme se trouverait rapidement en porte-à-faux s'il n'était pas accueilli et légitimé par une politique hégémonique d'envergure. La temporalité mal définie des acteurs occasionnels rencontre ainsi l'agenda politique de la révolution qui se charge de subsumer et d'incorporer les expériences individuelles fragmentaires, qui surgissent spontanément surtout dans les premières années de la révolution. Le protagonisme ne reste donc pas suspendu dans le vide, il dialogue avec le pouvoir en place qui se charge de synchroniser les différents apports dans un courant plus général. D'ailleurs même le temps révolutionnaire s'écoule. La chronologie accélérée des crises qui se succèdent tout au long de la révolution, provoquerait l'obsolescence rapide des gestes et des postures individuelles si celles-ci n'étaient relayées par un travail constant d'actualisation des paramètres de la conduite révolutionnaire : une opération complexe et de poids à laquelle s'attachent, avec un certain soin, les gouvernants. Sans elle, le capital représenté par les formes d'engagement et d'adhésion véhiculées par les manifestations de protagonisme se disperserait et le patriotisme risquerait de se tarir. D'où la nécessité d'insérer les actions individuelles dans un mécanisme efficace de production et de conservation du consensus. S'ouvre ainsi le grand thème de la gestion du mérite patriotique produit à chaud dans les moments de crise

30. Sewell (W. H.), « Connecting Capitalism to the French Revolution: The Parisian Promenade and the Origins of Civic Equality in Eighteenth Century France », *Critical Historical Studies*, 1 (1), 2014.

et d'accélération du temps révolutionnaire : « Il suffit que l'histoire s'accélère ne serait-ce qu'un peu – a remarqué Marc Augé – pour qu'elle produise ses héros. » Le capital de mérites accumulés lors des crises et des convulsions révolutionnaires rentre donc dans une politique d'héroïsation systématique de la société révolutionnaire. De ce point de vue, penser ensemble, de manière dialectique, la participation populaire « en bas » et sa gestion politique « en haut », permet de s'évader d'un schéma d'explication simplement étologique des crises. Le protagonisme se traduit en effet par un mérite patriotique qui exige, « d'en bas », une reconnaissance publique, laquelle est octroyée, « d'en haut », par le pouvoir révolutionnaire. Celui-ci est contraint à un travail continu de remise à jour s'il veut aligner les paramètres du mérite patriotique sur le rythme de la conjoncture, éviter le désengagement et la perte de consensus, et en même temps se donner les moyens de redéfinir le patriotisme en fonction des besoins imposés par l'évolution des luttes politiques et des rapports de force. Le protagonisme, ainsi que bien d'autres aspects du comportement révolutionnaire, s'insèrent donc dans une dialectique dont la Révolution est la première expérience et qui contribue à créer une politique hégémonique totalement inédite : en ce sens la Révolution française représente, je crois, un cas tout à fait exceptionnel, qu'il est difficile de comparer avec les crises et les révolutions qui vont suivre en France au XIX^e siècle.

T. Tackett : « Les origines de la Révolution sont une histoire ; l'histoire de la Révolution en est une autre » : c'est la conclusion souvent citée de l'étude magistrale de Daniel Mornet³¹. En effet, la très grande majorité des révolutionnaires n'a pas du tout anticipé la crise politique du printemps et de l'été 1789. Pour citer Jérôme Pétion en août de la même année : « Le Français est étonné de la situation présente, il y est parvenu sans, pour ainsi dire, y songer. » Le journaliste Paul-Philippe Gudin dit la même chose : « Ce grand spectacle que la France vient de donner au monde a produit des changements qu'on croyait tellement impossibles que personne n'eût osé les imaginer dans un roman : on les eût pris pour les rêves d'un malade³². » Le même phénomène se révèle aussi dans la correspondance des futurs révolutionnaires. Au début de 1787, Pierre Vergniaud, Gilbert Romme, Félix Faulcon, Nicolas Ruault, Adrien Colson sont tous étonnés par la convocation de l'Assemblée de notables³³. Ils n'ont aucune idée de la raison pour laquelle le roi recourt à une telle démarche ; et c'est seulement à partir du printemps 1787 qu'ils commencent à comprendre la situation politique. On peut suivre la lente mutation qui s'opère chez ces cinq individus, observateurs plutôt détachés à l'origine, devenus ensuite commentateurs, voire

31. Mornet (D.), *Les origines intellectuelles de la Révolution française*, Paris, Armand Colin, 1933, p. 471.

32. Pétion (P.), *Avis aux Français sur le salut de la patrie*, Paris, François Buisson, 1789 ; Gudin cité dans Barny (R.), *Rousseau dans la Révolution*, Oxford, Voltaire Society, 1986, p. 15.

33. Tackett (T.), « The Emergence of a Revolutionary Mentality: The Old Regime Correspondence of Five Future Revolutionaries », *French Historical Studies*, 32, 2009.

même participants passionnés. Pour certains, cette transformation commence dès 1787, pour d'autres, elle se réalise seulement au printemps 1789.

À la différence des révolutionnaires du XIX^e et du XX^e siècle, les hommes de 1789 ne disposaient pas d'un paradigme qui les aurait aidés à imaginer l'avenir et sur lequel ils auraient pu modeler leurs actions. On trouve peu de références à la révolution anglaise ou à la révolution américaine. S'ils citent des événements historiques, ils les dégagent surtout de l'histoire ancienne de Rome et de la Grèce. Aussi n'est-on pas surpris qu'ils se représentent eux-mêmes facilement comme des « hommes nouveaux », d'après les constatations faites par Bronislaw Baczko, Antoine de Baecque, et Haim Burstin. « Tout va changer, écrit Nicolas Ruault à la fin du mois de juillet, mœurs, opinions, lois, coutumes, usages, administration. Nous serons dans peu de temps des hommes nouveaux³⁴. » Les valeurs, les perceptions et les idéologies qui marquent la période révolutionnaire étaient en constante évolution, évolution qui empruntait des directions souvent imprévisibles. Même les identités sociales et les valeurs qui les sous-tendaient sont fréquemment remises en question et parfois restructurées. Souvent, les leaders politiques eux-mêmes paraissent volatiles et hésitants. La Révolution s'avère très créatrice et prométhéenne ; elle traverse une période « liminale » (pour reprendre la notion de Victor Turner³⁵). Il semble probable, d'ailleurs, qu'à l'intérieur de la dynamique révolutionnaire, aucun facteur ne joue à lui seul un rôle déterminant. La Révolution se transforme plutôt de façon saccadée à travers une série de « changements de phase » (pour employer le langage de la physique), dont chacune comporte un réarrangement distinct des forces en présence, une reconfiguration des relations de cause à effet ; des changements souvent déclenchés par des événements particulièrement dramatiques et créateurs (des « événements structurants », dit Emmanuel Le Roy Ladurie). Je suis donc d'accord avec William H. Sewell à propos de l'existence, fréquente en histoire, d'une « *causal heterogeneity* » (hétérogénéité causale) et d'une « *eventful temporality*³⁶ ». Il s'agit évidemment d'un processus où les émotions peuvent jouer un rôle primordial.

À mon avis, la culture politique révolutionnaire n'est pas du tout écrite à l'avance. Entre les interprétations inscrites dans la longue durée – que ce soit au niveau des idéologies ou des conflits de classe – et celles qui reposent sur le caractère immédiat et impérieux des « circonstances » à court terme, il est

34. Ruault (N.), *Gazette d'un Parisien sous la Révolution*, Paris, France Loisir, 1976, p. 161 (lettre du 30 juillet, 1789). Cf. De Baecque (A.), « L'homme nouveau est arrivé : La régénération du français en 1789 », *Dix-huitième siècle*, 20, 1988 et Burstin (H.), *Révolutionnaires. Pour une anthropologie politique de la Révolution française*, Paris, Vendémiaire, 2013.

35. Turner (V. W.), *The Ritual Process: Structure and Anti-structure*, Chicago, Aldine, 1969, traduction française : *Le phénomène rituel : structure et contre-structure*, Paris, Presses universitaires de France, 1990.

36. Sewell (W. H.), *Logics of History. Social Theory and Social Transformation*, Chicago, University of Chicago Press, 2005, p. 10 et p. 100-103.

nécessaire d'explorer le « moyen terme ». Ainsi, la radicalisation, après 1789, peut s'analyser comme le produit du processus révolutionnaire lui-même. Lazare Carnot, Conventionnel et membre du Comité de salut public, exprime cette idée en peu de mots : « On n'est pas révolutionnaire. On le devient³⁷. » Évidemment, les futurs révolutionnaires portent avec eux les bagages sociaux et culturels qu'ils ont acquis durant les décennies qu'ils ont passées sous l'Ancien Régime. Pour s'en tenir à la question du legs culturel, on sait qu'à peu près toutes les élites ont été formées par les études classiques. « On entassait dans leur mémoire », comme le dirait Sébastien Mercier, tout un corpus d'ouvrages latins. Une très forte majorité des députés révolutionnaires – presque les deux tiers – ont aussi fait des études de droit³⁸. Il est fort probable, d'ailleurs, que la quasi-totalité d'entre eux a lu ou a entendu parler d'ouvrages des philosophes des Lumières. Mais en fait, on le sait, les Lumières ont généré un ensemble d'idées extraordinairement complexes et bien souvent contradictoires, pouvant servir de base à toutes sortes de programmes de réforme ou de justification du *statu quo*. On n'a peut-être pas assez appliqué à l'expérience des Lumières la théorie de la *réception* et le rapport complexe qui existe toujours entre auteur et lecteur : lire un texte, ce n'est pas nécessairement le croire, ni l'intérioriser, ni même le comprendre. « L'idéologie, écrit Ivan Ermakoff, peut créer un univers de possibilités. » Mais elle reste toujours très « malléable et indéterminée³⁹ ». Les quelques bibliothèques de futurs révolutionnaires que l'on connaît – celles de Pierre Vergniaud ou de Gilbert Romme par exemple – comportent des publications portant sur une gamme très variée de sujets : les sciences, les voyages, l'histoire, le droit, la poésie et la littérature de plusieurs siècles, et même la religion. Romme décrit ainsi son programme de lecture en 1778 : « L'universalité est mon faible. Je me jette à corps perdu sur tout ce qui paraît intéressant⁴⁰. » Dans leurs discours et dans leurs brochures, comme l'a bien montré Harold Parker, les révolutionnaires citent Cicéron dix fois plus souvent que Jean-Jacques Rousseau⁴¹. En fin de compte, il ne s'agit pas chez les futurs révolutionnaires d'un corpus d'idées cohérent et unifié, mais avant tout d'une nouvelle épistémologie, d'une confiance dans la capacité de l'homme à trouver des solutions rationnelles à ses problèmes. C'est bien le *sapere aude* d'Emmanuel Kant. Et c'est avec une telle mentalité qu'ils vont *bricoler*, à partir de miettes et de mor-

37. Cité dans Mathiot (C.), *Pour vaincre : vie, opinions, et pensées de Lazare Carnot*, Paris, Flammarion, 1917, vol. 1, p. 255.

38. Mercier (S.), *Tableau de Paris*, Amsterdam, 1782-1788, vol. 1, p. 254-256 et Tackett (T.), *Becoming a Revolutionary*, *op. cit.*, p. 36-37.

39. Ermakoff (I.), *Ruling Oneself Out: A Theory of Collective Abdications*, Durham, Duke University Press, 2008, p. 60 et 178. Sur la théorie de la réception, cf. notamment Iser (W.), *The Act of Reading: A Theory of Aesthetic Response*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1978 et Holub (R.), *Reception Theory: A Critical Introduction*, Londres, Methuen, 1984.

40. Tackett (T.), « Five Future Revolutionaries », *art. cit.*

41. Parker (H.), *The Cult of Antiquity and the French Revolution*, Chicago, University of Chicago Press, 1937, p. 18-19 et p. 28.

ceux tirés d'un peu partout, et qu'ils vont confectionner de nouvelles idéologies, quand soudain et de façon inattendue, leur est donnée la possibilité de faire, concrètement, une Révolution.

I. Ermakoff : Une situation de crise peut recouvrir des expériences subjectives individuelles très différentes dont les modalités temporelles sont également différentes. J'en distinguerai quatre : (1) le temps du *délitement* où les structures d'anticipation se révèlent inopérantes ; (2) le temps de l'*aléatoire* où les interactions n'ont pas de logique apparente ; (3) le temps de la *recomposition* où les individus sont engagés dans un processus de coordination de leurs anticipations et d'affiliation à des entités collectives auxquelles ils s'efforceront d'arrimer leurs projections sur le futur ; (4) le temps de l'*action collective* orientée vers le comportement présent ou anticipé d'un groupe qui officie, pour l'agent individuel, comme univers de référence.

Le temps du *délitement* désarticule le lien entre passé et présent. La temporalité de l'*aléatoire* est désagrégée livrant le présent à l'imprévu et aux rencontres fortuites. La temporalité des moments de *recomposition* se projette dans un futur à court terme. Il s'agit de se donner des points de repère tangibles pour le futur proche. Le temps de l'*action collective* s'appuie ou se saisit de schèmes d'interprétation qui appartiennent à une histoire collective : le passé informe le présent. Ces différents moments ne forment pas de cycle particulier. Ils ne s'enchaînent pas naturellement. Le *délitement* peut conduire à l'effondrement des groupes en l'absence de *recomposition*. De même, l'affiliation peut se révéler volatile et ne pas donner lieu à l'action collective.

D'un point de vue synchronique, les groupes diffèrent selon le type d'orientations subjectives qui prédominent à un moment donné. Il est donc possible d'aborder la temporalité des situations à partir de différents points d'ancrage empiriques : le rapport entre expérience des interactions et schémas d'interprétation, l'affiliation à un groupe, la capacité à anticiper le futur sous l'égide d'un comportement collectif. Ces différents moments correspondent à différentes modalités temporelles sans que l'on puisse nécessairement parler d'« articulation ». Il conviendrait plutôt de dire que pour chacun de ces moments une temporalité l'emporte sur les autres : celle de l'orientation subjective qui caractérise l'expérience en cours. C'est via les raisons et les formes d'action qu'ils adoptent que les acteurs activent un cadre temporel et un rapport au temps.

Une telle approche permet de rendre compte du surgissement de temporalités que les acteurs, individuels et collectifs, font advenir après coup en validant des canevas d'interprétation et de motivation qui recréent de la continuité et de la cohérence là où elles n'allaient pas de soi. Il ne s'agit pas tant de rationaliser l'expérience que de la resituer dans un cadre collectif doué de prégnance. C'est pourquoi ces processus de mise en forme, au sens où les acteurs produisent et entérinent après coup une Gestalt signifiante de l'expérience et, plus

généralement, de l'événement, doivent être envisagés comme des entreprises collectives d'autant plus interactives qu'elles comportent une bonne part d'illusion sur soi et sur les autres.

Prenons l'exemple des députés du parti du Centre (*Zentrumspartei*) en Allemagne en février-mars 1933. Hitler est chancelier (Premier ministre) depuis le 30 janvier 1933. Sa première décision – avec l'assentiment du président du Reich, Hindenburg – est de dissoudre le Reichstag et d'appeler à de nouvelles élections législatives dont la date est fixée au 5 mars. La campagne électorale est marquée par des actes d'intimidation et de violence de la part des Nazis, actes amplifiés par le décret présidentiel du 28 février 1933. Ce décret, adopté à la suite de l'incendie du Reichstag, octroie toute latitude au gouvernement du Reich afin de « combattre les tentatives de subversion ». Le 5 mars 1933, la coalition gouvernementale est victorieuse mais les Nazis n'ont pas remporté la majorité absolue comme ils l'espéraient. Dans de multiples localités, les militants du parti s'imposent comme les maîtres des lieux. Les garde-fous institutionnels ne semblent plus opérants. La violence est récurrente de la part de ceux qui entendent instaurer un nouvel ordre politique. C'est dans ce contexte que le 23 mars, Hitler soumet au parlement un projet de loi qui lui confère pour une durée de quatre ans la capacité de légiférer sans la tutelle du parlement et qui l'autorise à modifier le cadre constitutionnel. Pour les députés du parti du Centre et ses militants, cette conjoncture de délitement institutionnel est profondément déstabilisatrice. La vision raciale du monde que promeuvent les Nazis est incompatible avec l'universalisme de la chrétienté comme l'ont maintes fois affirmé les dirigeants religieux et politiques catholiques. Or ces dirigeants restent silencieux : nulle directive de leur part. Les cadres et les militants du parti sont pour l'essentiel livrés à eux-mêmes et restent dans l'expectative. Le 23 mars 1933, les députés du parti réunis à Berlin votent la loi des pleins pouvoirs à l'unanimité. Weimar meurt en toute légalité. Les commentaires relatifs au vote dans la presse catholique soulignant l'échec de Weimar, invoquent pour justifier cet accommodement les arguments de l'antilibéralisme, de la faillite de la démocratie parlementaire, ou encore du danger communiste.

Il est donc possible de distinguer trois types de temporalités au cours de la période qui s'étend du 30 janvier 1933 jusqu'aux lendemains du vote du 23 mars. La temporalité qui prend le dessus pendant la campagne électorale de février 1933 parmi les représentants et les militants du parti du Centre est celle du combat politique : temps collectif de schèmes d'interprétation forgés dans la confrontation avec les Nazis depuis les élections de septembre 1930 qui ont vu l'émergence du parti Nazi comme force politique majeure. Les deux semaines qui séparent les élections du 5 mars du vote sur la loi des pleins pouvoirs (23 mars 1933) sont celles du questionnement quant à l'attitude à adopter : temps de l'entre-deux qui voit l'effondrement du monde de Weimar, et

temps des aléas, soumis au retournement toujours possible des anticipations, des représentations et des schèmes interprétatifs selon l'opinion que l'on pense être commune. Les députés du parti réunis à Berlin à partir du 21 mars, font l'expérience de cette indétermination de la façon la plus tangible : ils sont en effet confrontés à une échéance décisionnelle (le vote) dont il leur faudra répondre vis-à-vis de leurs électeurs et de leurs pairs. La période qui suit le vote voit l'émergence et l'adoption de schémas d'interprétation qui entérinent le jugement négatif sur Weimar.

Dans quelle mesure ces aperçus sur la temporalité éclairent-ils la question de la causalité ? Les causes réelles sont celles que les acteurs – individuels et collectifs – emportent avec eux : celles qui se font jour à travers leurs motivations et modes d'action. Certaines appartiennent au passé. Les acteurs les empruntent à un répertoire déjà activé qu'ils continuent d'envisager comme opérant. Ces raisons et formes d'action investissent par conséquent l'événement d'un extérieur temporel qui le précède : elles lui sont exogènes. Pour cette catégorie d'acteurs, le passé informe le présent tant que ces schémas d'interprétation et d'organisation orientent l'action. Les causes émergentes en revanche se font jour dans le mouvement même des interactions. Les acteurs individuels et collectifs réorganisent leurs schémas d'interprétation et leurs modes d'action sous l'effet de processus de diffusion ou de coordination tacite à partir d'inférences supposées communes. Dans ces processus de déplacement et de recomposition, les phénomènes de séquence sont essentiels. Qui prend position sur l'événement ? À quel moment ? En vertu de quel statut ?

De nouveaux défis pour les sciences sociales ?

Les situations de crise ou de révolution renvoient à des enjeux épistémologiques, théoriques et méthodologiques cruciaux pour les sciences sociales : articulation entre narration et explication causale, entre historicité et fluidité de la conjoncture, question de l'ouverture des possibles et de la rupture des cadres d'intelligibilité, mise en évidence de la dimension créatrice des événements, comparaison temporelle et spatiale entre différentes crises, échelle d'analyse à adopter (individus, collectifs, institutions), sources et matériaux empiriques à mobiliser. Quelles sont pour vous les questions théoriques et méthodologiques les plus saillantes que les situations de crise adressent aux modèles historiographiques, sociologiques et politistes courants ?

I. Ermakoff : Le défi majeur me semble être le suivant : est-il possible d'identifier des logiques d'action au vu de l'extrême complexité que revêtent les processus collectifs dans les situations de crise ? En d'autres termes, ces processus collectifs ont-ils une logique ? Afin de souligner l'enjeu propre à cette question, qu'il me suffise de faire référence au compte rendu qu'offre Haim Burstin des réactions suscitées par le 9 Thermidor dans les sections du quartier

Saint-Marcel⁴². L'événement est extrêmement bien documenté et permet donc une lecture très fine des interactions. Les sections prennent des positions contrastées : la section du Panthéon-Français et la section des Sans-culottes se rallient à la Convention. La section de l'Observatoire prend parti pour la Commune. Le fait marquant de cet événement est l'incertitude dans laquelle sont plongés les protagonistes. Burstin montre de façon remarquable l'étendue de la confusion, la difficulté à interpréter l'événement faute d'information précise, la multiplicité de directives contradictoires, et l'absence de coordination. Les sections sont prises au dépourvu. La journée n'est pas l'aboutissement d'un processus de maturation à l'instar des autres journées. Il n'y a pas de script de comportement qui oriente l'action et les anticipations. « Plus rien ne semblait répondre à la volonté des personnages impliqués » (p. 831). Les protagonistes doivent improviser sans disposer de repères fiables. De façon très révélatrice eu égard aux énoncés prédictifs d'une théorie de l'alignement collectif et de ses conditions de possibilité, les acteurs, comme le souligne Burstin, éprouvent la tentation d'attendre, de se mettre en retrait.

Ces quelques observations montrent que l'enjeu pour les acteurs est double : comment lire la situation d'un point de vue politique ? Quel sera le comportement du groupe de référence ? Ces deux questions se recoupent. La crédibilité d'un cadre de lecture est fonction de l'unanimité qu'il suscite. D'où l'importance des prises de position publiques offrant une interprétation simple, normée et motivante de l'événement. Plusieurs interprétations peuvent être en concurrence. La plus susceptible de l'emporter est, comme je l'ai suggéré dans *Ruling Oneself Out*, fonction de l'identité de celui qui l'énonce et des soutiens publics que cette accréditation reçoit. En d'autres termes, des situations extrêmement complexes, telle que celle du 9 Thermidor, peuvent être analysées à la lumière d'hypothèses rendant compte, sous certaines conditions, des logiques sous-jacentes à la formation des croyances et des choix d'action sans qu'il soit nécessaire de postuler l'homogénéité des intérêts et des dispositions. Le défi relève ainsi de la conjonction de deux types d'impératifs : celui d'une connaissance empirique qui prend acte de la complexité de ses objets, et celui d'une analyse formelle s'efforçant de déconstruire cette complexité à partir de concepts et d'énoncés qui s'exposent à la réfutation empirique. Ces deux types d'impératifs ne coïncident pas *a priori*. L'enquête empirique d'objets situés dans le temps et l'espace vise à la spécificité. L'analyse formelle, en revanche, entend s'abstraire de la singularité pour accéder à l'universalité relative d'une classe d'objets.

Dans *Ruling Oneself Out*, je me suis efforcé de montrer que la tension est créatrice. Chaque type d'impératif corrige l'autre. L'attention portée à la spécificité empirique paradoxalement accroît le champ de validité de l'analyse formelle en enjoignant à stipuler les paramètres qui conditionnent ses énoncés. Dans

42. Burstin (H.), *Une révolution à l'œuvre*, op. cit., p. 830-872.

ce cas de figure, il importe d'éviter ce qu'on pourrait appeler la tentation du jugement apodictique, qui consiste à mettre l'analyse empirique à la remorque d'énoncés théoriques dont elle ne serait que l'illustration. Inversement, l'analyse formelle permet de problématiser les notions que la pratique intellectuelle ou les usages mimétiques ont réifié sous couvert d'une compréhension intuitive, approximative et mécanique (la contingence, la culture, l'idéologie, la légitimité, l'*habitus*...). Le plus souvent, la réification et l'usage mécanique vont de pair avec le présupposé que la notion va de soi au sein d'une communauté épistémique soudée autour de la valeur axiomatique qu'elle lui accorde.

T. Tackett : Pour moi, l'analyse historique commence toujours avec une interrogation qui pousse l'historien à trouver une explication. Ensuite, j'en suis convaincu, l'historien doit procéder de façon dialectique, entre observations et hypothèses. Il n'est pas facile d'élucider les raisons pour lesquelles on en arrive à choisir telle ou telle question. Sans doute est-ce en partie lié aux débats historiographiques en cours et à la nécessité de faire un tri entre des hypothèses explicatives parfois contradictoires. Mais il existe souvent un élément subjectif de fascination personnelle. Je prends à cœur l'observation de Carlo Ginzburg et de Robert Darnton : là où on remarque un acte, un événement, un comportement collectif qui nous semble « incompréhensible », qui pour nous « n'a pas de sens », là se trouve quelque chose qui mérite d'être étudié de près, quelque chose qui pourrait servir de clef pour ouvrir et saisir la mentalité d'une autre période – la mentalité des élites aussi bien que des masses populaires⁴³. Pendant ma propre carrière, je me suis débattu avec toute une série de questions autour de la Révolution française. En premier lieu, sans doute : comment devient-on révolutionnaire, comment se met-on dans la tête l'idée extraordinaire de renverser toute la société qu'on a toujours connue ? Mais il y a plusieurs autres problèmes qui m'intriguent : comment expliquer les différences régionales en France avant et pendant la Révolution, l'existence de zones géographiques qui se juxtaposent, mais où les comportements politiques s'avèrent bien divergents ? Comment expliquer une contre-révolution collective et populaire ? Comment un roi peut-il décider de fuir son propre royaume ? Et plus récemment, comment les révolutionnaires, qui adhèrent en principe aux idéaux de liberté, fraternité, et tolérance, en arrivent-ils à embrasser une culture politique de la violence et de l'intolérance, bref, pourquoi commencent-ils à se tuer (d'après le nouveau livre de Michel Biard, quelque 86 membres de la Convention ont connu une mort non naturelle)⁴⁴ ? En abordant de telles questions, j'ai fait le choix stratégique d'insister non pas sur les événements dans l'abstrait, mais sur les acteurs qui créent des événements, non pas sur l'origine de la Révolution, mais sur l'origine

43. Cf., par exemple, Darnton (R.), *The Great Cat Massacre and Other Episodes in French Cultural History*, New York, Basic Books, 1984, p. 5 et p. 262, traduction française, *Le grand massacre des chats. Attitudes et croyances dans l'ancienne France*, Paris, Hachette, 1984.

44. Biard (M.), *La liberté ou la mort : mourir en député, 1792-1795*, Paris, Tallandier, 2015.

de la culture, de la mentalité des individus, hommes et femmes, qui ont fait la Révolution. Et en fin de compte, c'est l'expérience humaine de la Révolution qui me passionne avant tout.

Pour me confronter à de tels problèmes, j'ai puisé parmi les sciences sociales : sociologie, géographie, démographie, psychologie sociale, anthropologie (l'ethnographie classique aussi bien que l'anthropologie culturelle des années 1960-1970). Comme la plupart des historiens de ma génération, j'ai subi l'influence de la *New Social History* puis de la *New Cultural History*. Et pourtant, je n'ai jamais été un « *true believer* », adepte d'une seule théorie ou d'une seule approche. J'ai toujours eu un usage éclectique, pragmatique, *ad hoc*, des théories et des méthodologies, empruntant à telle ou telle, après tâtonnement souvent, les outils qui me permettaient de mieux cerner une question ou de mieux analyser un événement historique. Sous l'influence sans doute de la *New Social History*, j'ai aussi passé plusieurs années à explorer les méthodes quantitatives et statistiques, approches obligatoires, me semble-t-il, si l'on veut porter des jugements raisonnés sur la conduite de groupes sociaux importants. Mais il est vite devenu évident que des traitements statistiques plus sophistiqués (analyse régressive, analyse discriminatoire, par exemple) ne produisaient pas de résultats satisfaisants et s'avéraient pratiquement impossibles à utiliser dans le cadre de l'interprétation historique. Souvent d'ailleurs, des paramètres en question sont reliés de manière non linéaire. Ainsi, il faut se limiter à des généralisations quantitatives élémentaires, sous forme de comparaisons de pourcentages et de coefficients de corrélation. En fait, je suis souvent revenu à des formes plus traditionnelles d'épistémologie historique, telles que les études de cas (soit géographiques, soit d'individus), l'interprétation de cartes, ou, tout bêtement, la mobilisation d'exemples et de contre-exemples. Il est évident, d'ailleurs, que la quantification ne produit pas de preuves absolues, de solutions nettes aux problèmes historiques ; elle nous offre plutôt un autre genre de témoignage, qu'il faut passer ensuite au crible de l'évaluation critique, comme on doit le faire avec les documents traditionnels. Je suis de plus en plus convaincu que la narration – et même, si l'on veut, le « *storytelling* » – reste un élément essentiel du métier d'historien, et qu'elle demeure nécessaire pour établir la chronologie des événements, développer la texture et la contexture du passé, comprendre les raisons pour lesquelles, en fin de compte, les hommes et les femmes ont agi comme ils ont agi, fait tel ou tel choix, à tel moment particulier.

Depuis quelques années, comme je l'ai déjà suggéré, je me suis souvent servi de lettres et de journaux intimes comme sources de base. Destinée à des collègues, à des amis ou aux membres de la famille, la correspondance nous fait entrer dans le quotidien des événements. Elle nous livre les espoirs et les craintes, les incertitudes et les malentendus, les expériences émotionnelles d'individus qui n'avaient aucune connaissance des événements à venir. Bien entendu, nulle lettre n'est transparente, et il faut toujours prendre en compte le contexte de sa

rédaction et l'interlocuteur auquel elle s'adresse. La correspondance mélange facilement des observations très personnelles – nouvelles familiales, commérages locaux, instructions pour la gérance des fermes et des commerces – avec des commentaires sur la vie politique et des expériences proprement révolutionnaires. Les sources épistolaires prennent une valeur toute particulière quand on les aborde « en série », quand on lit en parallèle plusieurs ensembles de lettres, écrites par des individus qui passent par les mêmes expériences, et quand on compare et confronte les différentes descriptions, réactions, et impressions qui y sont consignées. Employées de cette manière, les lettres nous permettent l'intégration d'une forme de microhistoire dans l'analyse macrohistorique, une forme spécifique de microhistoire portant non pas sur de petits ensembles géographiques, mais sur l'expérience de quelques individus. Ainsi, pour mettre au jour les origines de la psychologie de la Terreur, j'ai étudié plus de 80 séries de correspondances, totalisant plusieurs milliers de lettres. Celles-ci représentent tous les niveaux de la société lettrée, des hommes comme des femmes, des nobles comme des roturiers, des Parisiens comme des provinciaux, pour la période allant de 1789 à 1794. De plus, nous possédons certaines séries qui débutent bien avant 1789. Il est donc possible de suivre l'évolution des attitudes de quelques personnes à travers la frontière entre Ancien Régime et Révolution, et de mettre à l'épreuve diverses hypothèses explicatives.

Je dois admettre que je me méfie presque toujours des explications monocausales, surtout pour les phénomènes à multiples facettes comme les crises politiques menant à des révolutions. À mon avis, les explications réductionnistes ne peuvent pas faire face à la complexité de l'expérience humaine, à la « *messiness* » et à la « *lumpiness* » de l'Histoire (son état désordonné et grumeleux), pour citer William H. Sewell⁴⁵. Et pourtant, l'historien doit aussi éviter l'autre extrême, expliquer des développements historiques majeurs avec de simples chaînes narratives – « *of one damn thing after another* » –, autrement dit des récits qui en fait n'expliquent rien. C'est la tâche de l'historien d'isoler des éléments d'explications, tout en suivant une méthode dialectique, entre observation empirique et hypothèse, entre narration et analyse, entre microcosme et macrocosme – tout en gardant à l'esprit qu'avec le temps les modèles explicatifs eux-mêmes peuvent se métamorphoser.

H. Burstin : J'ai un peu de mal à répondre à cette question du fait que ce n'est pas un enjeu théorique ni *a fortiori* le recours à un modèle qui m'a amené à formuler les hypothèses contenues dans mon livre. Celui-ci est plutôt le fruit d'un très long itinéraire de recherche et de mon contact avec des sources singulières que j'ai pu accumuler, assembler et élaborer au fil des années. De sorte que les réflexions élaborées dans mon livre bouclent en un certain sens les recherches engagées depuis le début. J'ai en revanche pleinement assumé le défi

45. Sewell (W. H.), *Logics of History*, *op. cit.*, par exemple p. 9, 17, 226.

historiographique relatif à la Révolution française, qu'il s'agissait d'affronter de manière à en reformuler et discuter nombre de questions qui ont eu par le passé un certain impact, mais qui ont été délaissées par la suite, sans avoir été intellectuellement épuisées. Pour ce qui est de ma démarche de recherche, ce sont les sources mêmes sur lesquelles j'ai été amené à travailler qui m'ont mis en contact avec des figures très spéciales de révolutionnaires : non les grands leaders, objet bien connu de l'histoire parlementaire classique de la Révolution, non plus la foule, objet bien étudié par une histoire « par le bas » désormais consolidée. C'est un changement d'échelle, donnant accès à la politique au quotidien, qui m'a permis de réhabiliter un type de personnage largement négligé : le révolutionnaire ordinaire, acteur souvent anonyme des convulsions révolutionnaires, objet d'un autre type d'« histoire par le bas », différente de celle généralement en usage, qui met en valeur chaque trace d'initiative personnelle. En me familiarisant avec ces personnages et en les suivant dans leurs itinéraires à travers la révolution, j'ai pu saisir une dimension particulière du processus révolutionnaire et adopter une démarche que je qualifierais de « minimaliste ». En même temps qu'elle m'a permis d'identifier des comportements-types qui font précisément l'originalité de la Révolution, au moins en ce qui concerne le vaste chantier parisien, elle m'a amené à l'anthropologie politique, pour des raisons pragmatiques que je vais essayer d'énumérer.

- Premièrement le déplacement de mon intérêt, au fil de mes recherches, de la révolution « en soi » aux révolutionnaires concrètement saisis dans leurs formes d'initiative politique.
- Ensuite les sources que j'explorais : les lacunes de la documentation, par exemple de sources très classiques comme les séries complètes des procès-verbaux des assemblées de base, disparus dans les incendies de la Commune, m'ont conduit à adopter une échelle microhistorique.
- Troisièmement, dans le contexte historiographique de la Révolution française, lourdement conditionné par de forts *a priori* idéologiques, le recours à un regard anthropologique permettait de dépasser un certain nombre d'antinomies et représentait une sorte d'antidote contre l'anachronisme. Cette approche me paraissait offrir le moyen de dépasser une cristallisation conceptuelle vieille de plusieurs décennies, qui remontait à l'époque de la guerre froide et s'avérait désormais périmée. J'étais sensible à l'observation de Marc Abélès selon lequel « la fécondité de l'approche anthropologique vient de la propension à penser la politique comme objet complexe », un objet marqué par « l'imbrication du politique et d'autres dimensions du social ».
- Il y avait là, enfin, une voie de recherche me permettant d'échapper d'une part à la rhétorique traditionnelle qui entoure, surtout en France, le souvenir de la Révolution – et qui tend à l'embaumer dans la sacralité de l'événement fondateur –, d'autre part au désenchantement suscité par une révolution populaire esquissée mais aussitôt épuisée et jamais achevée.

Si une référence théorique a regagné à mes yeux un certain intérêt, c'est celle d'Antonio Gramsci (dont les intuitions très perçantes avaient inspiré les premiers pas de ma recherche), notamment ce qu'il dit du caractère fragmentaire et souvent nullement structuré de l'histoire des couches subalternes et de l'importance d'en collectionner chaque trace, même labile, d'initiative autonome. Cette indication devait trouver par la suite, dans la notion d'*agency*, un développement particulièrement fécond, qui allait amener certains courants de l'anthropologie contemporaine à dialoguer rétrospectivement avec Gramsci, malgré le caractère inachevé de ses écrits. Tout cela m'a permis de réhabiliter des épisodes situés parfois à l'écart des « grandes dates » retenues par l'histoire politique de la révolution, et pourtant propres à éclairer les formes de créativité « d'en bas » ou, tout au moins, à mettre en lumière ces individus du commun qui profitent pour la première fois de la « fluidité » engendrée par la crise révolutionnaire pour prendre l'initiative et occuper le devant de la scène. Ce type de participation acquiert, à mon sens, une valeur en soi, indépendamment de ses conséquences concrètes, souvent marginales dans le cadre d'ensemble de la révolution. Son intérêt réside plus dans les postures et les dynamiques de tension qu'il permet d'apercevoir, que dans leur résultat pratique ; s'y montrer attentif, c'est regarder autrement l'événement et réévaluer les subjectivités. C'est donc sur ce terrain que j'ai rencontré un des projets de l'anthropologie politique, à savoir l'analyse des formes de construction et d'expression de subjectivités fragmentaires, que j'ai reliée aux réflexions gramsciennes sur la transformation de sujets sociaux traditionnellement subalternes en sujets politiques dotés d'une volonté collective, et sur l'espace de liberté qui s'ouvre parfois à ces acteurs. Mais il s'agit là de références génériques, inspirées moins par des ambitions théoriques que par mon travail concret d'historien.

W. H. Sewell : À mon sens, étudier les moments de crise suppose d'abord de s'immerger dans les particularités des cas qu'on analyse. Ensuite, on procède à ce que j'appellerais une description analytique et théorisée du cas. Dans l'analyse, je me sers d'abstractions empruntées en partie à d'autres théoriciens (Edward P. Thompson, Clifford Geertz, Pierre Bourdieu, Anthony Giddens, Marshall Sahlins, d'autres encore) dont les idées me semblent à propos⁴⁶. Mais

46. Thompson (E. P.), *The Making of the English Working Class*, London, Golancz, 1963, traduction française *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Hautes Études/Gallimard/Le Seuil, 1988 ; Geertz (C.), *The Interpretation of Cultures*, New York: Basic Books, 1973 ; Bourdieu (P.), *Esquisse d'une théorie de la pratique, précédé de trois études d'ethnologie kabyle*, Genève, Droz, 1972, traduction anglaise, *Outline of a Theory of Practice*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 1977 ; Giddens (A.), *Central Problems in Social Theory: Action, Structure, and Contradiction in Social Analysis*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1979 et *The Constitution of Society: Outline of the Theory of Structuration*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1984, traduction française, *La constitution de la société. Éléments de la théorie de la structuration*, Paris, Presses universitaires de France, 1987 ; Sahlins (M.), *Historical Metaphors and Mythical Realities: Structure in the Early History of the Sandwich Islands Kingdom*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1981 et *Islands of History*, Chicago, University of Chicago Press, 1985, traduction française *Des îles dans l'histoire*, Paris, Hautes Études/Gallimard/Le Seuil, 1989.

au cours de l'analyse, ces idées théoriques sont toujours réélaborées et remaniées – c'est-à-dire adaptées de façon critique à la particularité du cas étudié. Pour moi, expliquer veut dire formuler ses conclusions dans un langage plus ou moins abstrait de manière à ce qu'elles puissent, en principe, servir à d'autres chercheurs travaillant sur des cas analogues.

J'ai écrit mes essais théoriques des années 1990 (qui constituent la majorité des chapitres de mon livre *Logics of History*) dans le contexte d'une sociologie historique américaine qui mettait l'accent sur les explications en termes de « structures sociales ». Mes interventions ont insisté sur la complexité des temporalités, sur les conséquences structurelles des événements critiques, sur l'importance des notions de contingence et de séquence pour l'étude des temporalités sociales, sur les structures elles-mêmes, entendues comme des processus toujours en mouvement et comme des phénomènes à la fois culturels et matériels. Les cas analysés m'y conduisaient, puisque ces articles examinaient surtout des moments de crise et de transformation sociale. Ils combinaient des idées puisées dans l'histoire, la sociologie, l'anthropologie, la science politique⁴⁷. Leur impact le plus profond, je crois, a été sur la sociologie américaine, où il est maintenant commun de se servir de ma locution « *eventful sociology* » (sociologie événementielle) – sans même que je sois cité, ce que je considère comme une grande victoire, parce que cela veut dire qu'elle est entrée dans le vocabulaire et dans la pensée quotidienne de la discipline.

Je crois que le plus grand danger auquel s'expose le chercheur qui étudie des moments de crise ou de grande transformation est de surestimer la liberté des acteurs et de sous-estimer le poids des structures mentales et matérielles préexistantes. Même les transformations fondamentales, comme celles de la Révolution française, dépendent de la réarticulation d'éléments structurels de la situation antérieure. La transformation majeure provoquée par la Révolution, de la plus grande importance pour l'avenir du monde, a été – à mon avis – l'invention et la mise en circulation du concept même de révolution. Comme j'ai essayé de le montrer dans mon essai sur la prise de la Bastille, le concept de « révolution » – qui désigne un soulèvement du peuple fondant la légitimité d'un nouvel ordre politique – est le résultat d'une articulation tout à fait novatrice (1) des répertoires de violence urbaine caractéristiques depuis longtemps de l'Ancien Régime et (2) de la théorie politique préexistante, jusqu'à la conception purement abstraite de la souveraineté populaire. Le concept moderne de révolution est quelque chose qui a été découvert dans le cours même des événements⁴⁸. Il a émergé dans un contexte tout à fait singulier, mais il a depuis fait le tour du monde. Même lorsque l'on étudie les transformations politiques les plus

47. Sewell (W. H.), *Logics of History...*, *op. cit.*

48. Sewell (W. H.), « Historical Events as Transformations of Structures: Inventing Revolution at the Bastille », *Theory and Society*, 25, 1996. L'article a été repris dans Sewell (W. H.), *Logics of History*, *op. cit.*

profondes, nous devons reconnaître des formes de continuité et nous rendre compte que les transformations radicales sont le produit de la désarticulation et de la réarticulation de structures déjà existantes.

Le débat s'est poursuivi lors d'une seconde session intitulée : « Ce que les crises politiques font (faire) aux sciences sociales ». Quatre questions ont été abordées, afin de prolonger la réflexion proposée ici. L'objectif était notamment, depuis les cas et analyses évoqués ici, de réfléchir au moyen de les mobiliser pour l'étude d'autres situations de crise et d'incertitude. 1) « Situations d'incertitude et crises politiques : un objet revisité par les sciences sociales ? » ; 2) « En pratique : comment échapper au fin mot de l'histoire ? » ; 3) « De la singularité aux régularités : peut-on comparer et monter en généralité ? » ; 4) « Fabriquer la légitimité : révolutions, innovations et réemplois du passé ». Cette séquence peut être visionnée à l'adresse suivante : https://www.canal-u.tv/video/ehecss/ce_que_les_crisis_font_faire_aux_sciences_sociales.19924